



REVOLUTION COMMUNISTE

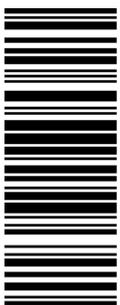
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Ni conclave, ni conciliation avec Bayrou-Retailleau !



17 JANVIER 2025, À GAUCHE DE LA PHOTO : BAYROU, SES MINISTRES ; À DROITE : MEDEF, CFDT, CGT, FO... / PHOTO BERTRAND GUAY

groupemarxiste.info



2273-8762

- L'Intersyndicale et le PS au secours de Bayrou-Retailleau-Darmanin p. 2
- Interdire les expulsions et reconstruire Mayotte p. 6
- Le combat de PSC dans les congrès départementaux de la FSU p. 9
- Retrait immédiat et définitif du projet contre la recherche publique ! p. 10
- Lettre du Groupe marxiste internationaliste au congrès du NPA-R p. 10
- Trump annonce une offensive tous azimuts de l'impérialisme américain p. 11
- Autriche : vers un bloc FPÖ-ÖVP p. 14
- Allemagne : élections et lutte de classes p. 15
- Syrie : pour un gouvernement ouvrier et paysan ! p. 19
- Uruguay : le front populaire revient au gouvernement p. 22
- La crise révolutionnaire de 1919-1920 en Italie p. 24
- Libération des 10 000 otages palestiniens ! p. 28



L'Intersyndicale et le PS au secours de Bayrou-Retailleau-Darmanin

Une crise économique se profile alors que la crise politique n'est pas surmontée

Après que la motion de censure du NFP (Verts-PCF-PS-LFI) votée par le RN a fait chuter le 4 décembre le gouvernement de Barnier (LR), Macron se rabat le 13 sur Bayrou, 73 ans, maire de Pau et président du MoDem (36 députés sur 577 dans l'Assemblée nationale).

Aussitôt, le patronat et la plupart des chefs syndicaux s'adressent, ensemble, à tous les partis pour leur demander de lui laisser une chance.

À l'attention de nos élus et responsables politiques : L'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques... Nous appelons, au nom de la confiance que les millions de salariés et chefs d'entreprise que nous représentons placent en nous et de l'esprit de responsabilité qui nous guide, à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité... (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CPME, FO, Medef et U2P, 18 décembre)

À quoi bon des syndicats, si les intérêts des travailleurs et des patrons convergent tant ? « Notre pays » est, pour l'instant, aux mains des exploités et de leur État. Ce que montre l'appel est que cette bourgeoisie est inquiète :

- effondrement de son pré carré en Afrique au profit de la Russie,
- concurrence économique grandissante de la Chine et des États-Unis,

La Chine a dépassé en décembre mille milliards de dollars d'excédent commercial. (François Bayrou, BFM, 17 janvier 2025)

- menaces protectionnistes des États-Unis, affaiblissement de l'Union européenne,
- multiplication des faillites d'entreprise, risque de récession (les prévisions de croissance du gouvernement sont ramenées à 0,9 % pour 2025, celles du FMI à 0,8 %),
- dette publique (113,7 % du PIB pour un montant de 3 303 milliards d'euros),
- augmentation des taux d'emprunt de l'État français (celui des obligations assimilables du Trésor à dix ans est passé début janvier à 3,4 %).

S'il n'y avait qu'une façon de répondre à ces problèmes, il n'y aurait pas tout un éventail de partis bourgeois, allant des Écologistes à Reconquête. Le problème est que, pour assoir la légitimité d'un gouvernement, il

repose sur des élections au suffrage universel et que celles-ci n'ont rien tranché. La classe dominante fait pression pour que le gouvernement soit en mesure non seulement de tenir plus de quelques mois mais de préserver les mesures pro-capitalistes de Macron.

Des grèves se multiplient pour les salaires : Demathieu Bard, Hutchinson, Citerniers bretons, SBM, Saints-Frères Enduction, TechnicAtome, OREP-Packaging, Covea (MMA-GMF-MAAF), Thales... mais entreprise par entreprise, ce qui limite leur portée.

Tractations du PS et du PCF avec le premier ministre réactionnaire

Bayrou convoque le 19 décembre tous les partis présents au parlement, sauf LFI et le RN selon la doctrine Macron des « deux extrêmes ». Le PS et le PCF (un parti qui était « extrême » pour le général de Gaulle) se rendent à la convocation, sans que la contre-réforme des retraites de Macron-Borne soit mise en cause, ni que des moyens soient garantis à l'enseignement public et à la santé publique.

Le premier ministre annonce le 25 décembre un gouvernement LR-Renaissance-Horizons-MoDem-UDI-Parti radical qui reconduit 19 ministres du gouvernement Barnier. Y figurent aussi la première ministre de la loi de 2023 contre la retraite des salariés (Borne) et son ministre de l'intérieur, le matraqueur et xénophobe (Darmanin) ainsi que trois anciens membres des derniers gouvernements de type front populaire (Méadel, Rebsamen, Valls).

Bayrou annonce un « conclave » (un terme emprunté à l'Église catholique) des « partenaires sociaux » pour discuter des retraites.

La première urgence : adopter les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Une délégation se réunira pendant trois mois afin de rechercher une voie de réforme nouvelle. Seule une condition : le respect de l'équilibre financier. Sans accord, c'est la réforme actuelle qui continuera de s'appliquer... Les entreprises françaises doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges... Poursuivre la réforme de l'enseignement professionnel... Il est de la responsabilité du gouvernement de maintenir et faire respecter l'ordre, à Mayotte comme en métropole. Il est donc de notre devoir de conduire une politique de contrôle, de régulation et de retour dans leur pays de ceux dont la présence met en péril par leur nombre la cohésion de la nation... (François Bayrou, Discours de politique générale, 14 janvier)

LFI, qui mise comme le RN sur des élections anticipées, dépose alors une motion de censure qui n'a aucun caractère de classe et qui est votée par le PCF et les Verts.

Le Président de la République récidive dans le déni de démocratie. Il aurait pourtant dû retenir les leçons de l'échec cuisant de sa première tentative pour contourner le vote des Françaises et des Français... L'entêtement présidentiel à imposer des gouvernements minoritaires fait perdre un temps précieux au pays... Dès lors, la censure est une mesure de protection des Françaises et des Français. (Députés LFI, Motion de censure, 14 janvier)

Comme il faudrait 288 députés, un seuil impossible à atteindre sans le RN, personne ne croit que le gouvernement va tomber, sauf les fronts populistes déguisés en trotskystes du PCR, du NPA-AC et du POI qui placent tous leurs espoirs dans Mélenchon.

Si Bayrou tombe, cela posera immédiatement et très concrètement la question d'élections présidentielles anticipées. Or les dirigeants de l'aile droite du NFP redoutent cette possibilité, car elle ne leur donnerait pas le temps d'organiser de grandes manoeuvres contre une candidature de Jean-Luc Mélenchon. (Révolution, 15 janvier)

À Bayrou, répondra peut-être la censure, le jeudi 16 janvier. (L'Anticapitaliste, 16 janvier, p. 2)

Abrogation ! Censure ! Qu'ils dégagent tous. (Informations ouvrières, 16 janvier, p. 1)

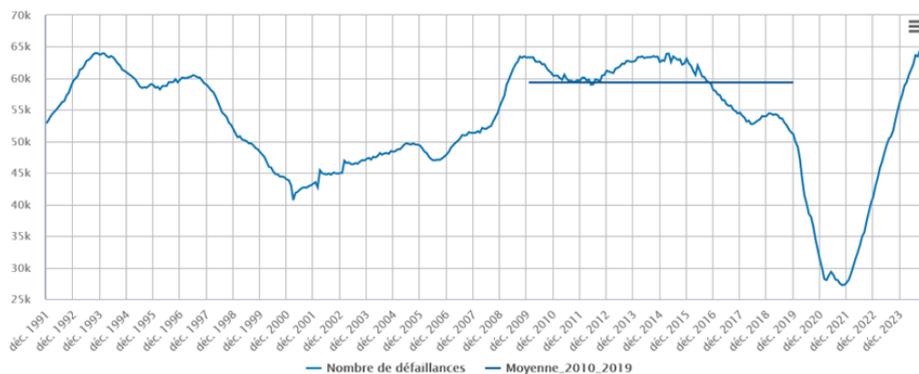
Le premier secrétaire du PS tend une perche au premier ministre.

Ce que je demande au premier ministre, c'est qu'il soit clair et qu'il dise que le Parlement sera saisi de la question des retraites sur la base des propositions qui auront été faites par les uns et par les autres. (Olivier Faure, TF1, 14 janvier)

La secrétaire générale de la CGT, qui a fait ses classes dans l'UNEF-SE cogestionnaire dirigée par le PCF, abonde dans son sens.

Il faut que le premier ministre clarifie ce point et qu'il dise que, quelle que soit l'issue des discussions, c'est la démocratie qui parlera et que les parlementaires pourront voter sur cette réforme et pourront l'abroger s'ils le souhaitent. (Sophie Binet, Ouest-France, 14 janvier)

Elle n'attend même pas le résultat de la motion de censure LFI-PCF pour se satisfaire du discours de politique générale de Bayrou.



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE / BANQUE DE FRANCE, 17 JANVIER

Je me félicite que près de deux ans après notre mobilisation historique la réforme des retraites soit encore au coeur de l'actualité. Le problème c'est qu'à ce stade, le compte n'y est pas, parce que dans la forme des discussions annoncées, le premier ministre met le patronat en position de force. (Sophie Binet, RTL, 15 janvier)

Bayrou fracture le Nouveau front populaire

Le 16, le premier ministre s'engage à retirer du projet de budget le déremboursement des médicaments et des consultations médicales, la suppression des 4 000 postes dans l'enseignement et des 500 postes à France Travail. Il ne serait plus question non plus d'instaurer deux jours de carence supplémentaire aux fonctionnaires. Il confirme la convocation du conclave.

Si les partenaires sociaux ne parviennent pas à un accord global, les avancées issues des travaux seront quand même présentées via un nouveau projet de loi, à la seule condition que l'équilibre financier soit maintenu. Le Parlement aura, en tout état de cause, le dernier mot. (François Bayrou, 16 janvier)

Cela suffit au PS qui ne veut pas être accusé de semer le désordre... et qui oublie que le NFP a voté plus d'une fois avec le RN (en 2023 et même en 2024).

Nous avons choisi de ne pas pratiquer la politique du pire parce qu'elle peut conduire à la pire des politiques, c'est-à-dire l'arrivée de l'extrême droite. (Olivier Faure, 16 janvier)

De son côté, Macron réitère qu'il faut augmenter l'effort militariste.

En une décennie, le budget de nos armées aura doublé... Mais dans un monde où les règles s'effacent et où les arsenaux se remplissent, il nous faut aller plus loin et plus vite... Si la nation est prête à faire ce choix, qui, dans les temps que nous vivons, est un choix grave, profond, couteux, en opportunité par rapport à d'autres choix que nous pourrions faire, c'est bien pour nous protéger, c'est bien pour nous équiper et c'est aussi pour créer de la valeur dans notre pays. (Emmanuel Macron, Voeux aux armées, 20 janvier)

Le 18, la motion de censure est rejetée (131 pour sur 577 députés).

Les agents de la bourgeoisie vont en conclave

« L'Intersyndicale » de toutes les bureaucraties a réussi à empêché la grève générale au printemps 2025, avec l'aide des partis réformistes (PS, PCF, LFI...) et des centristes friands de « journées d'action » et de « grèves reproductibles » (LO, NPA-AC, NPA-R, RP, PCR, UCL...). Le 17 janvier, tous les cardinaux invités se rendent au conclave.

Il était acquis que les leaders des trois organisations patronales -Medef, CPME et U2P- ainsi que ceux et celles des cinq confédérations -CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC- seraient de la partie. L'UNSA, surtout présente dans le public mais qui est aussi implantée, même si c'est faiblement dans le privé, a aussi été conviée. (Les Échos, 17 janvier)

Les dirigeants des SUD refusent de se fâcher pour si peu avec leurs « copains de la CGT ». Ces jésuites présentent le conclave comme une sorte de concession de la part de Bayrou.

L'ouverture de ces discussions confirme qu'il y a un problème majeur avec cette réforme injuste, rejetée clairement par la population, et adoptée sans vote du Parlement. (Solidaires, 17 janvier)

Les chefs de la FSU se plaignent de ne pas être invités.

La FSU demande au Premier ministre de respecter la représentativité que lui ont donnée les élections professionnelles dans la fonction publique. (FSU, 16 janvier)

Pourtant, il n'y a pas beaucoup de travailleuses et de travailleurs salariés qui croient que le patronat va leur accorder une meilleure retraite !

Bayrou gagne du temps grâce au PS et au syndicalisme de proposition

L'idée du gouvernement Bayrou-Retailleau-Borne est de gagner du temps tout en renforçant le copinage entre la bureaucratie syndicale et le patronat qui avait préparé tout au long de 2022 le projet de loi Macron-Borne et qui se poursuit toujours dans tout un tas d'organes comme le Conseil d'orientation des retraites.

Cette idée qu'ils vont partager des mois et des mois de travail en commun, pour moi c'est une idée fructueuse. Je fais confiance à la responsabilité du dialogue social qui est une autre forme de préparer l'avenir que l'affrontement politique. (François Bayrou, BFMTV, 17 janvier 2025)

Le choix de nommer le haut fonctionnaire Marette comme animateur du conclave témoigne de la volonté du gouvernement de s'appuyer sur la cogestion. Marette a dirigé le régime de retraite complémentaire AGIRC-

ARCO de 1997 à 2015, diminuant les montants des retraites grâce au système à points cher à la CFDT.

Pendant les conciliabules de collaboration de classes, la loi Macron-Borne continue à s'appliquer. Les plans de licenciements se succèdent, le chômage remonte : +3,7 % de chômeurs inscrits sur un an (+9,4 % sur un trimestre pour les femmes de moins de 25 ans). La précarité s'étend grâce aux lois Macron et au statut de microentreprise qui concurrence de plus en plus l'intérim.

Pendant que LFI rassemble les signatures nécessaires à la candidature de Mélenchon, que le PS discute avec Bayrou, pendant que l'Intersyndicale papote avec le patronat, les dirigeants kanaks sont toujours incarcérés, la gendarmerie arrête une adolescente sans papiers dans son collège.

Dès l'instant que vous avez le sentiment de submersion, de ne plus reconnaître votre pays... il y a rejet. (François Bayrou, LCI, 27 janvier)

Le Sénat maintient la réduction des indemnités maladie des fonctionnaires et continue à détricoter les mesures de protection de l'environnement, conformément aux exigences de certains secteurs du grand capital relayées par LR et le RN, la FNSEA et la Coordination rurale.

Comme tous les cléricaux, le premier ministre MoDem est hostile à la possibilité de choisir librement sa mort.

Ne faisons pas un service public pour donner la mort. (François Bayrou, Le Figaro, 3 mai 2023)

Il manoeuvre en tentant de découper en deux le modeste projet de loi dont la discussion a été interrompue en juin 2024.

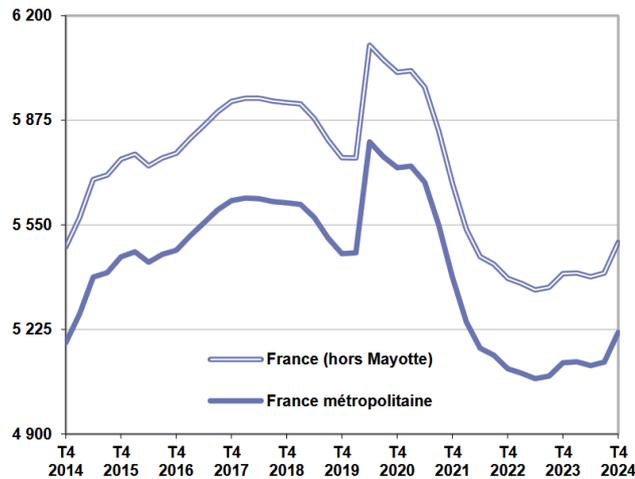
Retailleau durcit encore les conditions de régularisation des sans-papiers par une nouvelle circulaire envoyée aux préfets et déclenche partout des contrôles au faciès des Noirs et des Arabes. Pendant que le RN veut supprimer l'aide médicale aux étrangers (AME), les grands patrons qui se déplacent en jet privé glapissent qu'ils paient trop et menacent de s'installer aux États-Unis.

Là où Barnier misait sur une économie globale de 60 milliards d'euros pour ramener le déficit à 5 % du PIB, son successeur affiche une ambition de 8 milliards de moins. Mais les projets de budget (LFP 2025 et LFPSS 2025) restent des budgets de restriction pour les travailleuses et les travailleurs, une corne d'abondance pour les patrons. En tout cas, l'aide publique au développement accuse un recul supplémentaire de 781 millions d'euros. La culture voit son budget amputé de 150 millions d'euros contre 100 millions dans le projet de Barnier...

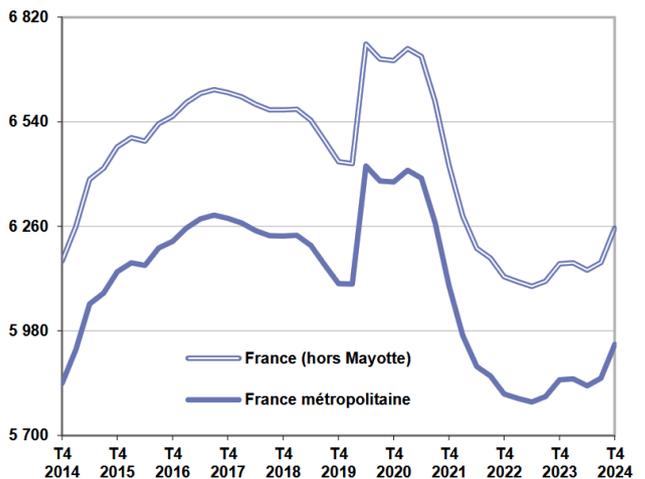
Par contre, l'armée et la police seront épargnées par l'austérité, avec la bénédiction des partis ouvriers bour-

GRAPHIQUE 2 | Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)

En milliers, données CVS-CJO

**GRAPHIQUE 3 | Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)**

En milliers, données CVS-CJO



CHÔMEURS INSCRITS À FRANCE TRAVAIL / DARES, 27 JANVIER

geois. Leurs sénateurs ont participé à la mission sénatoriale aux outre-mer qui publie ses conclusions le 23 janvier.

L'insécurité « alarmante et multiforme » dans les départements et régions d'outre-mer nécessite un « choc régalien » passant par la densification des forces de sécurité et un renforcement de la justice, préconise un rapport de la délégation sénatoriale aux outre-mer. (Le Monde, 23 janvier)

La dégradation par le capitalisme mondial de l'environnement se poursuit, affectant la « métropole » (inondations en Provence en 2023, dans les Hauts de France en 2023-2024, en Bretagne en 2025 ; partout « polluants éternels » dans l'eau), la Martinique et la Guadeloupe (chlordécone), Mayotte (sécheresse en 2023, cyclone en 2024) ...

Ni Bayrou-Retailleau-Darmanin, ni Le Pen-Bardella-Ciotti, gouvernement des travailleurs !

Le gouvernement Bayrou-Retailleau-Darmanin a passé sans encombre sa première épreuve. Reste à franchir l'obstacle des budgets sur lequel son prédécesseur a trébuché.

Toute crise politique peut déboucher sur une solution autoritaire et réactionnaire (que prépare consciemment le RN) ou sur une solution radicale et progressiste (que l'Intersyndicale et le NFP tentent d'empêcher).

Les éléments prolétariens conscients de l'urgence d'une révolution sociale et de la nécessité d'un parti pour la mener à bien doivent se regrouper sans tarder au sein des syndicats et dans une seule organisation communiste, internationaliste et démocratique :

Boycott du conclave, du Conseil d'orientation des retraites, des conseils d'administration des groupes capitalistes !

Abrogation de la loi contre les retraites, interdiction des licenciements, diminution du temps de travail sans baisse de salaire !

Fin des exemptions de cotisations sociales et d'imposition des groupes capitalistes ! Suppression des impôts sur la consommation populaire, impôt progressif sur le patrimoine et les revenus sous contrôle des travailleurs !

Fermeture des centres de rétention administrative ; liberté de circulation pour les réfugiés, les travailleurs et les étudiants ; régularisation des travailleurs sans papiers ; mêmes droits pour tous les travailleurs, pour tous les étudiants !

Aucune subvention aux institutions religieuses, interdiction de l'enseignement privé hors contrat ! Enseignement scientifique à la sexualité, droit à la contraception gratuite et à l'avortement, droit de choisir sa fin de vie !

Libération immédiate de Georges Abdallah, abrogation du délit d'apologie du terrorisme, arrêt de la collaboration militaire avec Israël !

Libération des militants kanaks emprisonnés, indépendance de la Kanaky !

Expropriation des groupes capitalistes sous contrôle des travailleurs ; plan d'urgence pour le logement social, l'enseignement public, la santé publique !

Autodéfense contre les flics, les fachos et les narcos ; dissolution des corps d'espionnage et de répression ; armement du peuple !

Assemblées générales qui décident, conseils de travailleurs élus par les AG, gouvernement ouvrier basé sur les conseils, États-Unis socialistes d'Europe, socialisme mondial !

29 janvier 2025

Front unique ouvrier pour interdire les expulsions et reconstruire Mayotte



Un cyclone dévaste la colonie française des Comores

Le 14 décembre, le cyclone Chido ravage l'île comorienne de Mayotte où 70 % de la population est gravement touchée. De catégorie 4 (rafales de vent à plus de 220 km/h), il témoigne de la détérioration climatique associée au capitalisme en déclin, comme l'incendie de Los Angeles de janvier. Le réchauffement des eaux marines rend les ouragans de plus en plus puissants.

La préfecture dénombre au 8 janvier 39 morts, une quarantaine de disparus, 5 200 blessés dont 172 dans un état grave. Le bilan risque d'être plus important car la misère de l'île cache vraisemblablement d'autres disparus. Au moins 40 % des bâtiments sont détruits dont 80 % des bidonvilles. Ces « bangas » où s'entassent dans une grande majorité des immigrés comoriens comportent aussi des résidents avec papiers (27 % selon l'Insee). Ils sont occupés par 40 % de la population. En fait, l'île compterait plus de 400 000 habitants dont 48 % d'étrangers (avec ou sans papiers). Ce sont eux les disparus, ceux ayant refusé de rejoindre les centres

d'hébergement. Craignant d'être arrêtés et expulsés comme la gendarmerie le fait pour 23 000 d'entre eux chaque année, des morts anonymes sont vraisemblablement sous les décombres.

Des dizaines de milliers de sinistrés se retrouvent sans toit ni eau ni électricité. Les infrastructures, fragiles et mal entretenues comme le prouvent les pénuries d'eau récurrentes, sont totalement disloquées. Les usines électriques, de traitement et dessalement de l'eau sont à l'arrêt comme les réseaux téléphoniques. L'aéroport et les ports sont hors service. Les hôpitaux et les écoles ne peuvent plus s'occuper des patients et des élèves. Un hôpital d'urgence ouvre ses portes seulement le 24 décembre. Depuis, ses équipes de toutes les spécialités donnent satisfaction à toute la population. L'accueil y est gratuit et sans contrôle d'identité. Mais une épidémie de choléra risque de reprendre.

Un laboratoire pour la xénophobie d'État et un tremplin pour le RN

Mayotte est officiellement le 101^e département depuis 2009. En 1974, l'État français fractionne son ancienne colonie des Comores qui a voté pour l'indépendance. Il conserve Mayotte dont la population a voté « non ». À cause des avantages sociaux français qui subsistent, de la misère du micro-État des Comores (900 000 habitants dont 60 % sous le seuil de pauvreté) et dans une moindre mesure de celle des États africains voisins, le département français le plus pauvre attire une immigration importante.

Même un État impérialiste comme la France se révèle incapable d'assurer le développement de Mayotte. Le chômage de masse, la déscolarisation, les bidonvilles, la délinquance et la criminalité en sont des conséquences. La réponse officielle est le visa « Ballardur » de 1995 qui interdit à un étranger avec titre de séjour de rejoindre un autre département. Depuis, plus de 10 000 personnes sont mortes avec la militarisation des frontières -navires armés, radars, hélicoptères, etc.

La classe ouvrière avait esquissé une autre voie en 2011 et en 2016 [voir *Révolution communiste* n° 17, mai 2016].

Mais ses directions sont pour l'instant liées à la bourgeoisie et à l'État français. Quand le front populaire Gauche plurielle accède au gouvernement (Jospin de 1997 à 2002 avec Voynet, Buffet, Mélenchon ; Hollande et Ayrault ou Hamon de 2012 à 2017, avec

Valls, Le Drian, Montebourg, Taubira, Dufflot, Macron), il refuse d'abroger le visa Balladur.

Macron, élu au second tour en 2017 avec l'aide des partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, LFI) décide en 2018, de restreindre le droit du sol. Pour être français, un enfant né à Mayotte doit avoir au moins un parent en situation régulière depuis au moins 3 mois.

Faute d'une alternative progressiste et radicale, Le Pen est arrivée largement en tête à Mayotte au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2022 (presque 43 % des suffrages exprimés mais seulement 16 % des inscrits car il y a eu 58 % d'abstentions). Le capitalisme français étant incapable de fournir à la population de l'île des conditions décentes d'existence, ses partis politiques (le RN mais aussi « l'arc républicain » pour qui LFI, le PS et le PCF ont appelé à voter au second tour des législatives de 2024) font des Comoriens les responsables de la situation catastrophique [voir *Révolution communiste* n° 28, mars 2018].

D'où la réponse policière à la misère du gouvernement Macron-Borne-Darmanin (opération *Wuambushu*) [voir *Révolution communiste* n° 56, mai 2023] et la mise sur pied par les fascistes de « collectifs » anti-immigrés et

Cela fait des années déjà que plusieurs collectifs de citoyens cultivent un discours radical contre les migrants, provoquant crises, émeutes et barrages à travers le territoire. Entre autres actions, un collectif bloque totalement le service des étrangers à la préfecture depuis octobre 2024. (Le Monde, 5 janvier)

Macron, Retailleau, Bayrou et Le Pen ciblent les migrants

Le 5 janvier, le président français dénonce une « internationale réactionnaire » qui serait pilotée par Musk. Mais ce qu'on voit à l'oeuvre à Mayotte n'est-il pas un bloc national réactionnaire qui inclut Macron lui-même ?

Cinq jours après le passage dévastateur du cyclone, le président de la République française rappelle aux habitants en colère leur condition de colonisés : « *Si c'était pas la France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde !* ». Si une aide d'urgence minimale l'accompagne, il veut « *reconduire de manière plus efficace les gens vers leur pays d'origine* » et « *reprenre le programme de destruction de ces bidonvilles* » (Emmanuel Macron, 20 décembre).

Pour la population laborieuse mahoraise, le pont aérien entre l'Hexagone, La Réunion et Mayotte est la priorité absolue afin de sauver des vies. Pour l'État impérialiste, c'est avant tout l'ordre qui doit régner. Le gouvernement prétend « sécuriser » l'île contre la délinquance.

S'il organise quelques secours depuis la Réunion, le ministre de l'intérieur Retailleau (LR) déploie immédiatement 400 gendarmes rejoignant les 1 600 déjà sur place. Il voit même la main de l'étranger : les Comores mèneraient « *une guerre hybride* » en poussant « *des populations vers Mayotte pour susciter une sorte d'occupation clandestine* » (18 décembre).

Bayrou visite Mayotte le 30 décembre avec les ministres Valls (outre-mer) et Borne (éducation). Apportant du matériel et quelques unités de sauvetage, il annonce un plan *Mayotte debout* pour reconstruire l'île en deux ans. Il promet le rétablissement de l'électricité fin janvier avec un simple renfort de « *200 agents et 200 groupes électrogènes* » alors que des centaines de pylônes et de câbles doivent être raccordés. Il assure que la production d'eau potable sera rétablie rapidement. Or le traitement des eaux est hors-service ; des maladies (dont le choléra) sont certaines pour ceux qui boivent au robinet. Dans les centres d'accueil d'urgence (des établissements scolaires notamment), la plupart des victimes sont parties car Bayrou leur promet « *une reconduite à la frontière pour les situations irrégulières* ». (*Le Monde*, 31 décembre). Quand Borne se montre, deux enseignants tentent d'alerter.

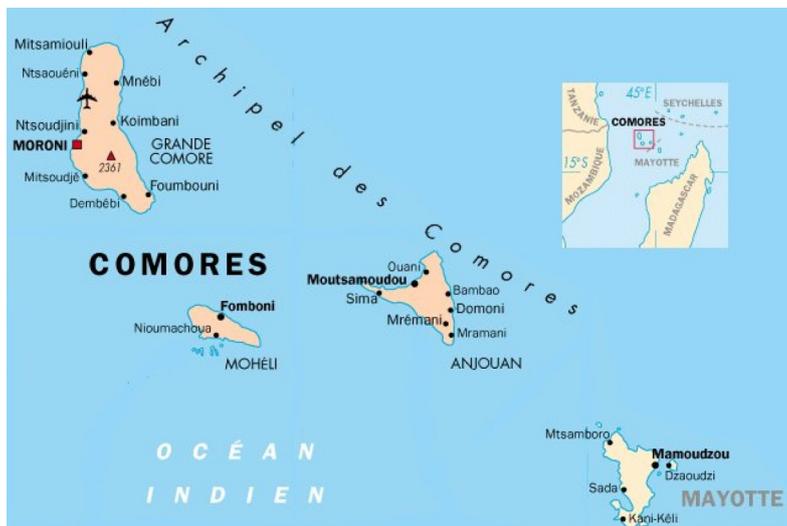
Ce que chacun doit savoir, c'est que là, depuis quinze jours, dans tous les bidonvilles ici, Petite-Terre, Grande-Terre, Kawéni, Cavani, personne n'est venu, personne. (Yann Pagan, bfintv.com, 30 décembre)

La ministre répond que l'aide est disponible au point relais. L'autre professeur lui apprend que c'est « *10 kilomètres à pied sans eau ni nourriture* » (Antoine Piacenza, *bfintv.com*, 30 décembre). Borne tourne les talons. Le premier ministre toléré par le RN et le PS annonce que la rentrée se fera le 13 janvier avec « *des tentes-écoles*. Les 7 000 professeurs (dont 60 % de contrats précaires) et leurs 117 000 élèves inscrits dans 220 écoles, 20 collèges et 10 lycées ne pourront pas faire une rentrée digne et sécurisée sans eau, sans toit, sans nourriture.

En visite sur l'île, Le Pen parle d'une « *guerre démographique* » menée par le président comorien. Elle veut « *supprimer le droit du sol* » et « *arrêter les régularisations* » (*Les Échos*, 8 janvier).

Il faut rompre avec son État impérialiste

Pour Bayrou, restreindre le droit du sol est « *une question qu'il faut poser* » (30 décembre). Valls, Retailleau et Lecornu donnent déjà le contenu du projet de loi *Mayotte debout* prévu pour février : « *allonger la durée de résidence régulière des parents (requis pour) l'accès des enfants à la nationalité française* », renforcer la gendarmerie et la police, multiplier les « *drones, radars, avions de surveillance civile et militaire* ». (*Le*



Figaro, 5 janvier). En présentant le projet de loi d'urgence pour Mayotte, Valls confirme que les bâtiments en dur sont destinés uniquement aux fonctionnaires, « pas pour les situations d'urgence et encore moins pour l'habitat illégal et encore moins pour l'immigration clandestine ». Il veut amener le nombre d'expulsions annuelles à « 35 000, 40, 45 000 c'est ce niveau-là que nous voulons atteindre » (*Compte-rendu du conseil des ministres*, 8 janvier). L'État capitaliste français refuse l'égalité des droits avec la « métropole » et va laisser les pauvres soumis à tous les risques.

Le secrétaire national du PCF trouve que « le gouvernement prend du retard » (Fabien Roussel, *TF1*, 7 janvier). Pour fournir de l'eau ou pour expulser les pauvres ?

Le premier secrétaire du PS demande « un retour de l'État dans ce département français » (Olivier Faure, 27 décembre). Plus d'État, c'est plus de flics ou plus de soignants qualifiés ?

Mélenchon propose à sa base de faire des collectes mais les sommets de LFI font confiance à l'armée bourgeoise.

L'Armée française, forte de son expertise logistique et de ses capacités opérationnelles, est sans conteste l'institution la mieux placée pour coordonner une opération. (Lettre de députés LFI au ministre des armées, 26 décembre)

Les directions confédérales sont alignées sur les partis sociaux impérialistes. Pour la direction de la CGT, « la France doit maintenant apporter toute l'aide nécessaire aux Mahorais » (*cgt.fr*, 16 décembre). Rien sur l'envoi de forces de répression et les menaces d'expulsion ! La direction de la CFDT mise sur la cagnotte humanitaire de la Fondation de France. Celle-ci est dirigée par Sellal qui préside aussi le Siècle, un cercle occulte qui organise mensuellement un repas à l'hôtel de Crillon avec une sélection de hauts fonctionnaires, de politiciens bourgeois et réformistes, de grands capitalistes, de rédacteurs

en chef et de chefs syndicaux (comme Le Dui-gou, de la CGT, et Notat, de la CFDT).

Solidarité ouvrière contre toute expulsion et pour une reconstruction durable

Aucune solidarité ouvrière ne peut reposer sur l'État colonial et impérialiste. Il faut commencer par rompre avec sa bourgeoisie, ses partis et ses représentants. Concrètement, l'aide doit passer par les organisations de travailleurs et l'autodéfense doit s'organiser sur place face aux forces de répression et aux « collectifs » anti-migrants.

La responsabilité des organisations ouvrières de France (partis et syndicats) est d'organiser la solidarité avec les travailleurs de Mayotte. Cela passe par collecter et distribuer en masse la nourriture, l'eau, les moyens médicaux par pont aérien, cargos et depuis les pays de la région. Pour cela, le front unique ouvrier doit s'appuyer sur les syndicats des secteurs concernés par le sauvetage des vies (soignants et urgentistes, électriciens et travailleurs de l'assainissement de l'eau, architectes et travailleurs du BTP). Les travailleurs mahorais, avec leurs syndicats, auront à planifier la reconstruction des bâtiments en dur et aux normes antisismiques et environnementales pour remplacer les bidonvilles. Ce plan ouvrier doit aussi moderniser les infrastructures notamment les réseaux de transport, d'égout, d'électricité et d'eau potable.

Face aux conditions dangereuses de travail, un « préavis de grève reconductible » est déposé pour le 13 janvier par une intersyndicale mahoraise. Les revendications doivent s'élargir à l'égalité pour tous les habitants et à une reconstruction digne et durable :

- retrait du projet de loi d'urgence pour Mayotte,
- arrêt de toute expulsion du territoire et rétablissement du droit du sol,
- plan de reconstruction en dur et aux normes environnementales et antisismiques pour tous,
- libre circulation vers France métropolitaine, régularisation de tous les sans-papiers,
- services d'ordre ouvrier d'autodéfense contre les menaces de vols et pillages,
- autodéfense ouvrière et populaire contre les bandes racistes, les gendarmes et les pilleurs,
- mêmes droits sociaux et politiques qu'en « métropole ».

Seule la mobilisation de la classe ouvrière, à Mayotte, dans l'Hexagone, à La Réunion, dans l'État comorien peut arrêter la honteuse chasse aux pauvres et aux étrangers, ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan dans les Comores unifiées, des États-Unis socialistes d'Afrique.

Rejoins les communistes révolutionnaires !

<https://groupemarxiste.info/contact-2/>

11 janvier 2025

Intervention au congrès FSU du Var

Bonjour camarades,

Je suis délégué du SNESup-FSU et membre d'une tendance naissante : Pour un syndicalisme de combat.

Le débat de ce matin porte notamment sur l'actualité. Quelle est l'actualité pour les travailleurs en France ?

Des plans de licenciements à Michelin, à Auchan... La CGT recense 286 plans de licenciements depuis septembre 2023.

Des budgets (certes qui ne sont pas passés) mais qui témoignent des difficultés de la bourgeoisie française et de la nécessité pour elle d'attaquer les travailleurs. Le gouvernement Barnier qui est tombé.

Il faut être clair, peu importe le gouvernement qui sera mis en place, il devra respecter les nécessités et le calendrier du capital français. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces gouvernements et du parlementarisme. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces. La question est donc comment s'organiser ? Pour le savoir, il faut déjà tirer le bilan de la défaite sur les retraites et de ce qui assure la légitimité des gouvernements ennemis.

En 2023, les travailleurs ont montré leur disponibilité à combattre pendant le combat sur les retraites. Mais les directions

des syndicats ont refusé d'organiser le combat central contre le gouvernement, la grève générale. Comme en 2010, en 2016, en 2019, les journées d'action et l'isolement de chaque secteur ont épuisé les travailleurs et conduit à la défaite.

A côté de cela, Barnier a pu tenir trois mois grâce au « dialogue social ». Il a même pu faire passer des plans contre les chômeurs adoptés le 15 novembre par les « partenaires sociaux ».

Il faut que notre congrès appelle à la rupture du « dialogue social » ! Aucune caution, aucun soutien au gouvernement quelle qu'en soit la forme ; assemblées générales avec tous les syndicats et les partis issus de la classe ouvrière pour préparer le tous ensemble contre les licenciements, contre le maintien de Macron et la menace du RN ; comités d'action pour préparer la grève générale.

Et pour cela, il faut la clarté politique et le dire aux travailleurs : oui nous sommes prêts à affronter le gouvernement du capital et oui nous sommes pour un gouvernement des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes qui expropriera le capital et qui mettra en place un programme d'urgence.

12 décembre 2024

Motion Palestine soumise aux congrès FSU des Hauts-de-Seine, de la Marne et du Var

La Fédération syndicale unitaire du département reprend à son compte la motion adoptée au congrès national du SNASUB-FSU. Elle condamne l'entreprise génocidaire que l'État d'Israël, État raciste, colonial, mène contre le peuple palestinien à Gaza et le nettoyage ethnique en Cisjordanie et dans toute la Palestine.

Elle se prononce :

- pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie et l'arrêt des bombardements sur Gaza.
- inconditionnellement du côté du peuple palestinien, peuple opprimé.
- contre les principaux soutiens à l'État d'Israël : Biden, Trump, Starmer et Macron.

Répondant à l'appel du monde académique français pour la Palestine pour « l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire », cosigné par plus de 2 000 chercheurs, la FSU (51, 83, 92) se prononce pour l'arrêt de toute collaboration dans le domaine scientifique des établissements du Supérieur et de la Recherche en France avec les universités et les sociétés de l'État d'Israël, ainsi qu'avec toutes les entreprises françaises qui

participent au développement technologique militaire d'Israël.

Elle considère que c'est au mouvement ouvrier qu'il revient d'organiser le boycott de toute production et livraison d'armes destinées à Israël, comme l'ont appelé de leur vœu, le 16 octobre 2023, des dizaines de syndicats palestiniens, notamment la Fédération des universités palestiniennes. Enfin elle appelle la FSU et l'ensemble des organisations syndicales à reprendre cette motion à leur compte.

Nanterre, 10 janvier, présentée par FU et PSC. Rejetée par 12 pour, 14 contre, 16 abstentions.

Reims, 8 janvier, présentée par PSC. Rejetée par 2 pour, 10 contre, 2 abstentions.

Toulon, 13 décembre, présentée par le SNESup 83, soutenue par Émancipation et PSC. Elle a obtenu 20 pour, 10 contre, 12 abstentions. Pourtant, elle est rejetée selon la règle antidémocratique décidée historiquement par les tendances Unité & action et École émancipée de la nécessité d'avoir 75% pour adopter toute position. Cela permet aux appareils de garder un contrôle sur les décisions.



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :
ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE
 NOM Prénom
 Adresse
 Code postal Ville.....
 Courriel.....@.....

Retrait immédiat et définitif du projet Petit contre la recherche publique !



Antoine Petit, le PDG du CNRS nommé par le gouvernement Macron-Philippe, vieil adepte de la logique « darwinienne » pour la recherche publique française, a annoncé en décembre que serait attribué un label Key Labs à certains laboratoires. 25 % des unités mixtes de recherche seraient labellisées pour des périodes de 5 ans. Elles recevraient l'essentiel des financements de recherche, laissant les 75 % autres sur le bord de la route. Cette sélection regrouperait à terme plus de la moitié des travailleurs.

Cette mesure est appliquée à budget global constant compte tenu des budgets d'austérité infligés à l'enseignement supérieur et à la recherche publics : coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur de 900 millions d'euros en 2024 et de 630 milliards en 2025, soit plus de 1,5 milliard en deux ans.

Cette nouvelle attaque s'inscrit dans la continuité de la loi LRU, de la loi Fioraso, des « initiatives d'excellence », de « l'Acte 2 de l'autonomie des universités ». La concurrence et la privatisation ont abouti à 20 « universités pilotes ». Tant pis pour les autres ! Ainsi, 60 sont actuellement en déficit.

Cette politique est inacceptable ! Elle vise à l'extinction des trois quarts des laboratoires jugés non essentiels. Ils ne pourront en effet trouver de financement de secours auprès de la majorité des universités qui sont en voie de faillite, compte tenu de la saignée budgétaire en cours.

La mobilisation, le 27 janvier, montre le rejet massif du projet Petit. Mais nous savons, par expérience, que les journées d'action n'ont jamais vaincu. D'ailleurs, Petit n'a pas retiré son projet : le 30 janvier, il propose aux appareils syndicaux de le perfectionner jusqu'à l'été.

Pour empêcher ce nouveau coup, pour obtenir les moyens nécessaires à la recherche publique, pour préserver les statuts, pour titulariser les précaires, pour annuler toutes les mesures de privatisation et de concurrence :

Dirigeants syndicaux, boycott des réunions sur le projet Petit ! Retrait immédiat du plan Key Labs ! Sortie immédiate des conseils de cogestion (CNESER, CA, CS) qui organisent les expérimentations (EPE, etc.) !

Travailleuses et travailleurs, imposons des assemblées générales démocratiques, coordonnons-nous afin de nous défendre, préparer la grève générale, contrôler notre mouvement, arracher les revendications.

1^{er} février 2025, Pour un syndicalisme de combat <https://psctendance.fr/>

Lettre au congrès du NPA-R



LETTRÉ À TOUTES LES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE

CONSIDÉRANT 1 : LA MARCHÉ À LA BARBARIE

Le capitalisme pourrissant détruit l'environnement de l'espèce humaine. Il exploite de plus en plus féroce le prolétariat mondial tout en excluant actuellement de la production 400 millions de personnes, une réserve de main-d'œuvre qui grossit à chaque crise économique.

L'impérialisme est indissociable de la guerre. Il n'existe pas « à l'empire » de la bourgeoisie mondiale, un super-impérialisme mondial, une dictature mondiale des organisations capitalistes internationales (OCDE, FMI, BM, OMC...). Chaque fraction nationale de la bourgeoisie mondiale, quand la croissance économique s'affaiblit, multiplie les subventions à ses groupes capitalistes ou les mesures protectionnistes qui accentuent l'anarchie du capitalisme mondial. Les organisations interétatiques vont éclater ou dévenir. La division insurmontable de la classe bourgeoise mondiale entre États archaïques conduit inévitablement, si le capitalisme n'est pas renversé, à de nouveaux affrontements entre grandes puissances impérialistes, probablement entre les États-Unis et la Chine.

Au fur et à mesure que les rivalités inter-impérialistes s'accroissent, chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte son nationalisme et se prépare à d'éventuels affrontements. Les budgets militaires augmentent à des rythmes qui dépassent les limites imposées aux autres postes budgétaires.

- L'impérialisme américain veut conserver la suprématie. Les États-Unis cherchent ouvertement à renverser le gouvernement du Venezuela et organisent des coups contre la Russie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran. Sous leur égide, l'OTAN multiplie les manœuvres militaires en Europe et s'est élargie à deux nouveaux États (Suède, Finlande). Avec l'Australie, le Royaume-Uni, ils ont formé une nouvelle alliance militaire pour la région indo-pacifique (AUKUS) qui vise directement la Chine. Les États-Unis et leurs alliés renforcent, financent et arment Israël.
 - L'impérialisme chinois, jeune et dynamique, remet en question l'ancien partage du monde. La Chine rivalise avec les autres puissances pour s'accroître ses ressources en énergie fossile et en minéraux, pille les ressources halieutiques mondiales, achète des terres cultivables en Afrique, commence à installer des bases militaires à l'étranger... La bourgeoisie chinoise colonise le Tibet et le Xinjiang, se montre agressive envers le Japon, le Vietnam et Taïwan.
 - L'impérialisme russe s'écroule à la pression de l'Allemagne à l'ouest et des États-Unis à l'est. Elle tente de se maintenir en s'appuyant sur la Chine. La Russie tient d'une main de la Tchétchénie et occupe une partie de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Elle intervient ouvertement en Syrie, en Libye, au Mali, en Centrafrique, au Soudan... elle pille les richesses minières au détriment de l'impérialisme français. Avec son petit bloc (OTSC), elle multiplie les manœuvres militaires conjointes qui incluent souvent l'Iran et la Corée du Nord.
 - La plupart des autres États se positionnent autour de ces pôles, sans que les alliances soient définitives. Et dans ce jeu d'influence, les peuples, en particulier ceux des pays les plus faibles, ne seront rien de plus qu'une monnaie d'échange ou, pire encore, un territoire pour tester la capacité de pillage et la force de l'un ou l'autre.
- Face à la concurrence, aux besoins du militarisme ou à l'inflation galopante, la plupart des bourgeoisies reviennent sur les concessions sociales qu'elles avaient accordées. La classe dominante recourt systématiquement à la xénophobie et au stérilisme, elle restreint les libertés démocratiques là où elles avaient été arrachées. Même dans les centres impérialistes les plus démocratiques, elle envisage de nouveaux des options bonapartistes et fascistes.

CONSIDÉRANT 2 : LA CRISE DE DIRECTION

Cela met à l'ordre du jour la lutte du prolétariat pour la révolution sociale, pour la conquête du pouvoir, unique voie pour assurer la transformation du capitalisme pourrissant en socialisme mondial. Or, il n'y a plus d'internationale ouvrière de masse pour diriger ce combat. L'Internationale ouvrière a failli en 1919 quand ses principaux partis se sont ralliés à leur bourgeoisie durant la première guerre mondiale (à l'union nationale). L'Internationale communiste qui devait la remplacer a elle-même facilité la victoire du fascisme en Allemagne en disant de manière formelle le prolétariat. Ensuite, complètement bureaucratique, elle a adopté l'alliance avec la bourgeoisie dite antifasciste ou démocratique (le front populaire) et elle a empêché la révolution en Espagne.

Chères (chers) camarades,

La conférence de Valence du Collectif révolution permanente propose à toutes les organisations révolutionnaires du monde d'avancer vers une internationale ouvrière révolutionnaire.

Dans le même esprit, au printemps 2023, après une lutte commune dans une assemblée générale à Lyon pour la grève générale, le Groupe marxiste internationaliste a sollicité son admission comme courant, à égalité de droits et de devoirs avec les autres courants du NPA-R (voir *Révolution communiste* n° 59). Il n'a toujours pas reçu de réponse écrite de votre organisme de direction à cette demande.

Le 10 janvier, le vote des militants enseignants du NPA-R, lors du congrès départemental FSU des Hauts-de-Seine, d'une motion Palestine déposée par un camarade de notre organisation confirme la possibilité de travailler dans un cadre commun.

Vu que le congrès est, dans le mouvement ouvrier, la plus haute instance d'une organisation, nous renouvelons notre demande et nous demandons à y participer.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

14 janvier 2025

Groupe marxiste internationaliste (Collectif révolution permanente)

Trump annonce une offensive tous azimuts de l'impérialisme américain

Avant même que Trump prenne officiellement ses fonctions, ses déclarations ont semé la stupeur, montrant clairement que les États-Unis se lançaient dans une nouvelle phase d'une politique impérialiste agressive tous azimuts, aux conséquences incalculables (y compris pour la bourgeoisie américaine).

Menace sur le canal de Panama

Trump a déclaré que les États-Unis devaient reprendre le contrôle du canal de Panama qui avait été transféré par une décision de Carter de 1977 au Panama avec effet au 31 décembre 1999. Cela n'avait pas empêché l'impérialisme américain d'intervenir militairement au Panama en 1989 pour déposer le général Noriega (un ex-agent de la CIA) pour s'assurer de la disposition du canal et affirmer sa domination sur l'Amérique centrale.

Trump s'est plaint des taxes frappant les cargos et les bateaux militaires américains qui l'empruntent. En réalité les navires américains ne paient ni plus ni moins que les autres. Il a aussi dénoncé la mainmise de la Chine sur la gestion du canal puisque celle-ci a été déléguée par le Panama à une entreprise chinoise. « *Nous ne l'avons pas donné à la Chine et ils en ont abusé* ». C'est bien la rivalité avec l'impérialisme chinois qui est la cause de cette nouvelle menace contre le Panama. Dès 2016, le Panama s'intègre dans le dispositif des nouvelles routes de la soie. Ainsi, la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial du Panama.

Pour les États-Unis, le canal du Panama a toujours constitué un enjeu stratégique en permettant le transfert rapide de la marine de guerre américaine entre l'Atlantique et le Pacifique. Le passage par le canal du Panama, qui représente environ 5 % du trafic mondial, reste très important, même s'il a été diminué à cause du réchauffement climatique et l'aggravation de la sécheresse qui n'autorise plus désormais que le transit de 24 navires par jour au lieu de 36 précédemment. En effet, l'alimentation du système d'écluses nécessite l'utilisation chaque jour d'une quantité d'eau douce équivalente à 2,5 fois la consommation d'une ville comme New York ! Assurer la pérennité du fonctionnement du canal nécessiterait des travaux pharaoniques de détournement, d'endigement et de construction de nouveaux barrages, à la fois très coûteux et catastrophiques sur le plan écologique et même pour l'accès à l'eau des habitants du Panama. Or, l'impérialisme chinois a manifesté son intérêt pour financer de tels travaux, même s'il est par ailleurs déjà engagé au Venezuela dans la construction titanique d'un autre canal qui pourrait à terme remplacer ou dou-

bler le canal de Panama. Voilà pourquoi Trump le revendique.

Menace sur le Groenland

Il a relancé l'idée, déjà émise en 2019, d'accaparer le Groenland, qui abrite une base militaire américaine, mais cette fois-ci sans exclure l'usage de la force.

On ne sait même pas si le Danemark a des droits légaux dessus, mais s'il en a, il doit les abandonner, parce que nous en avons besoin pour une question de sécurité nationale. (Donald Trump, 7 janvier)

Avec le réchauffement climatique, le passage des navires de commerce par les routes arctiques s'ouvre de plus en plus. Cela renforce le caractère stratégique de toute la région, et d'abord pour les impérialismes américain, russe et chinois, au mépris d'ailleurs de toutes considérations environnementales et climatiques.

Le sous-sol du Groenland, encore très largement inexploité, regorge de fer, de plomb, de zinc, de nickel, de platine, d'or et surtout abriterait entre 12 et 25 % des réserves mondiales de métaux rares, indispensables aux nouvelles technologies civiles et militaires. La production finale mondiale, c'est-à-dire après traitement et raffinage de ces métaux rares est actuellement à 60 % sous contrôle de la Chine. La mainmise sur les ressources du Groenland devient un enjeu. Ce n'est pas un hasard si les milliardaires américains Bezos et Gates sont actionnaires de l'entreprise Kobold Metals qui a commencé en mars 2024 ses premiers forages de prospection au Groenland pour extraire du nickel, du cobalt et du cuivre.

La Chine, de son côté, a commencé à s'implanter au Groenland. La Chine démarque activement le gouvernement du Groenland, 57 000 habitants seulement, qui bénéficie depuis quelques années d'une plus grande autonomie face à la tutelle du Danemark pour développer sa propre économie, en proposant de financer des infrastructures portuaires, routes... tout en se heurtant aux pressions américaine et danoise pour l'en empêcher. Voilà pourquoi l'impérialisme américain revendique aujourd'hui le Groenland, sans même écarter l'usage de la force.

Menace sur le Canada

Sans hésiter, Trump a également indiqué qu'il souhaitait que le Canada renonce à sa souveraineté pour devenir le 51^e État des États-Unis.

Le Canada et les États-Unis, ce serait vraiment quelque chose. On se débarrasserait de cette ligne

tracée artificiellement et on regarderait à quoi cela ressemblerait. Et ce serait bien mieux pour la sécurité nationale. (Donald Trump, 7 janvier)

Déjà, le 25 novembre, Trump avait menacé de taxer à 25 % toutes les importations en provenance du Canada comme du Mexique « *jusqu'à ce que les drogues – notamment le fentanyl– et tous les étrangers en situation irrégulière cessent d'envahir notre pays* ». Il reproche au Canada son excédent commercial avec les États-Unis, mais en réalité les deux capitalismes sont très interdépendants. Une grande partie des exportations canadiennes vers les États-Unis sont des produits intermédiaires qui servent à fabriquer des produits finis aux États-Unis. Ce qui signifie que la mise en place de droits de douanes aurait des effets immédiats non seulement sur l'économie canadienne, mais également américaine ! C'est pourquoi Trump prétend annexer purement et simplement le Canada.

En outre, on retrouve en filigrane la rivalité avec l'impérialisme chinois. En effet, la Chine a intégré depuis 2018 le grand Nord canadien, comme le Groenland, dans une stratégie globale visant les ressources minières et les routes commerciales de l'Arctique.

La Chine, en tant que grand pays responsable, est prête à coopérer avec toutes les parties concernées pour saisir l'opportunité historique du développement de l'Arctique afin de répondre aux défis apportés par les changements de la région. (Conseil des affaires de l'État, *La Politique arctique de la Chine*, 26 janvier 2018)

Au moins six entreprises chinoises ont déjà des activités minières sur 25 sites dans le grand Nord canadien. Elles projettent d'importants travaux d'infrastructures, notamment portuaires, qui permettraient une exportation directe des minerais en Chine par les voies maritimes qui s'ouvrent en Arctique. Or, l'État canadien a négligé le développement coûteux des infrastructures nécessaires et se trouve maintenant acculé.

Dans un mémoire présenté au Comité permanent des affaires étrangères, le groupe de réflexion Arctic 360 a prévenu le gouvernement canadien des risques d'écarter complètement la Chine de l'équation : « Les investissements nécessaires vont au-delà des sommes que les gouvernements au Canada peuvent verser. Les capitaux canadiens et mondiaux seront nécessaires pour tirer profit des possibilités stratégiques et économiques dans le Nord ». (Marc Godbout, *Radio Canada*, 24 mai 2019)

La pression de l'impérialisme américain sur le Canada a peu de chance d'aboutir à son annexion. Après avoir tenté d'amadouer Trump en promettant le renforcement du contrôle de ses frontières pour interdire le passage des migrants et en renvoyant sa ministre du com-

merce jugée « *toxique* » par Trump, le premier ministre canadien Trudeau, démissionnaire, s'est rebiffé en déclarant le 7 janvier : « *Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis* ».

Menace sur l'Ukraine

Lors de sa campagne, Trump avait promis de mettre fin à la guerre en 24 heures. Des pourparlers officiels ont commencé entre la future administration Trump et Poutine, qui s'est déclaré prêt à rencontrer Trump « *sans conditions préalables* ». Ainsi, les conditions du cessez-le-feu seront définies entre l'impérialisme américain et l'impérialisme russe, agresseur de l'Ukraine, en dehors des principaux intéressés, les Ukrainiens. Le plus vraisemblable est que l'État russe en sorte gagnant en conservant tout ou partie des territoires qu'il a envahis. L'Ukraine est d'autant moins en mesure de s'y opposer que Trump a averti qu'il comptait mettre fin à l'aide militaire des États-Unis, principal soutien de l'Ukraine jusqu'ici avec 65 milliards de dollars cumulés depuis le début du conflit. C'est d'ailleurs sur cette perspective que s'aligne Macron, même s'il prend soin, diplomatiquement, d'ajouter que la décision appartient aux Ukrainiens s'ils veulent obtenir la paix.

Les Ukrainiens ont à mener des discussions réalistes sur les questions territoriales et eux seuls peuvent les conduire. (Emmanuel Macron, *Discours à la réunion des ambassadeurs de France*, 6 janvier)

Les gouvernements américain et russe ont tout intérêt à s'entendre sur le dos des Ukrainiens. L'impérialisme américain, une fois débarrassé du fardeau de l'aide militaire à l'Ukraine, pourra d'autant mieux concentrer ses efforts militaires contre son adversaire principal, l'impérialisme chinois. L'impérialisme russe, profondément affaibli économiquement par l'effort de guerre et les sanctions économiques, qui mène une répression féroce contre tous les opposants à la guerre, peut espérer rétablir en partie sa situation tout en vantant à sa population ses gains territoriaux en Ukraine.

Déstabilisation des bourgeoisies européennes

L'Union européenne doit combler son énorme déficit avec les États-Unis en achetant à grande échelle notre pétrole et notre gaz. Sinon, ce seront des droits de douane partout !!! (Donald Trump, 20 décembre)

Si les échanges de services de l'Union européenne avec les États-Unis sont déficitaires, les échanges de biens sont excédentaires. Rien qu'au 3^e trimestre 2024, l'excédent était de 33,2 milliards. L'État impérialiste américain va donc accentuer sa pression sur chaque bourgeoisie européenne plutôt que sur l'Union européenne pour obtenir le maximum.

La faiblesse du taux de profit et de la croissance capitaliste mondiale, l'intensification des rivalités inter impérialistes et du militarisme amènent chaque bourgeoisie, dans les pays impérialistes comme dans les pays dominés, à durcir ses attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches de la petite-bourgeoisie. Partout, les classes dominantes renforcent en même temps les tendances nationalistes et protectionnistes des fractions, plus ou moins larges selon les cas, des bourgeoisies nationales victimes de la concurrence internationale. (Manifeste de la conférence du Collectif révolution permanente, 20 octobre 2024)

Les deux principales bourgeoisies européennes, l'allemande et la française, sont dans une situation économique difficile, doublée d'une instabilité politique. Partout en Europe, les partis fascistes ou fascistoïdes se développent et conquièrent des positions (France, Allemagne, Autriche, Italie, Pays-Bas...).

L'offensive du bras droit actuel de Trump, le magnat capitaliste Musk, propriétaire entre autres de X, soutenant ouvertement cette engeance, ne doit rien au hasard. Il s'agit de pousser les feux du nationalisme le plus exacerbé pour disloquer l'Union européenne, fragile compromis entre les bourgeoisies et impérialismes européens qui peine de plus en plus à définir et défendre des positions communes face aux impérialismes américain, chinois, et même russe. Le contrat d'1,5 milliard d'euros, en cours de discussion, entre Space X, la société d'Elon Musk et le gouvernement de Meloni, pour un système de communication militaire sécurisée, pied-de-nez aux velléités de la défense européenne, est la parfaite illustration de ce à quoi veut aboutir Trump.

Trump impose un cessez-le-feu sur les ruines de la bande de Gaza

Trump a mis tout son poids pour arracher un accord de cessez-le feu entre le Hamas et Israël. Il a promis « l'enfer » au Hamas s'il ne signait pas et a bousculé Netanyahu pour le forcer à accepter les termes d'un accord qui était en négociation depuis avril 2024. Le premier objectif de cette opération est de célébrer la puissance retrouvée de l'impérialisme américain, apparaissant ainsi capable de décider de la guerre ou de la paix partout sur la planète.

Mais au-delà, l'accord fragile et provisoire du 15 janvier ne fait qu'entériner des modifications profondes intervenues au Proche-Orient depuis le 7 octobre 2023 au profit de l'État sioniste. En effet, en l'espace de quinze mois, Israël a profondément affaibli le Hamas en mas-

sacrant plus de 45 000 Palestiniens sur la bande de Gaza, il a amplifié la répression, la colonisation, les tueries en Cisjordanie, il a décimé le Hezbollah au Liban avec des bombardements massifs et continue d'en occuper la partie Sud, il a porté des coups importants à l'Iran avec des attentats et des raids de son aviation. Il a détruit ce qui restait de l'armée syrienne (300 bombardements) et a envahi le territoire de la Syrie au-delà du Golan déjà occupé. Ceci a entraîné la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad et de son régime après une offensive éclair de forces islamistes soutenues et armées par la Turquie. La résistance armée à Gaza n'a jamais cessé, nourrie par la barbarie sioniste, mais l'axe Iran-Syrie-Liban qui servait le Hamas est rompu.

Certes l'expulsion des Gazaouis et la colonisation de la bande de Gaza ouvertement revendiquée par l'aile fasciste du gouvernement Netanyahu est provisoirement écartée avec cet accord de cessez-le-feu, mais Netanyahu n'exclut pas de reprendre la guerre après la libération des otages.

D'autre part, avec l'administration Trump, le gouvernement israélien aura les mains libres sur la Cisjordanie puisque celle-ci affiche désormais que même la perspective d'y établir un État croupion palestinien est abandonnée. Enfin, Trump a promis d'exercer « une pression maximale » sur l'Iran. Dans ces conditions où l'État sioniste sort considérablement renforcé, la possibilité que son aviation, soutenue par les États-Unis, lance une offensive contre les installations nucléaires iraniennes est tout à fait plausible.

Plus que jamais, le combat pour construire l'internationale ouvrière, pour rassembler l'avant-garde des travailleurs est nécessaire pour en finir avec le système pourri de l'impérialisme qui est la réaction sur toute la ligne.

16 janvier 2025



20 JANVIER, NEW YORK, MANIFESTATION ANTIRACISTE

Vers un bloc FPÖ-ÖVP en Autriche

Les négociations entre l'ÖVP, le NEOS et le SPÖ



Le SPÖ (Parti socialiste autrichien) était prêt à jeter par-dessus bord des promesses électorales centrales (impôt sur la fortune et sur les successions) afin d'aider le capital à réparer le désastre économique provoqué par les derniers gouvernements auxquels participait l'ÖVP.

Depuis plus de 100 ans, la social-démocratie joue le même rôle : sauveur du capitalisme en crise, précurseur de l'offensive réactionnaire.

- 1918 : au lieu de soutenir la révolution socialiste, elle a stabilisé la bourgeoisie dans un État d'après-guerre exsangue.
- 1933-1934 : lorsque l'austrofascisme a porté un coup décisif, elle a laissé la classe ouvrière sans direction révolutionnaire et sans armes, provoquant ainsi l'échec du soulèvement héroïque contre le fascisme.
- 1945 : le SPÖ a contribué à la construction de la 2^e République, s'est soumis à la cogestion et a intégré les syndicats à l'État.
- Aujourd'hui : même avec un président prétendument de gauche comme Andreas Babler, il vend à nouveau les travailleurs. Pas d'impôts sur la fortune, pas d'opposition claire au capital. À la place, des négociations à huis clos et des reculs sur chaque question décisive.

« Écarter le FPÖ » est une mystification

Ceux qui disent aujourd'hui que « *les fascistes ne doivent pas gouverner* » et n'y opposent que des blocs démocratiques avec des bourgeois « modérés » (Verts, NEOS, voire ÖVP), n'ont pas compris qu'actuellement, pour la classe dirigeante, l'instauration d'une dictature fasciste n'est ni nécessaire ni possible.

Les instruments politiques existants de la démocratie parlementaire suffisent à étrangler les salariés. Les libertés démocratiques sont progressivement démantelées afin de rendre difficile la résistance des masses, qui n'est malheureusement pas encore assez développée pour le moment, car il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire conscient qui pourrait l'organiser.

La classe dirigeante prépare une attaque

Le FPÖ et l'ÖVP négocient actuellement un programme de gouvernement dont le cœur est le programme économique du capital autrichien :

- Augmentation des impôts qui pèsent sur les masses (faire passer la TVA à 22 %).
- Réduction des cotisations sociales des employeurs

- Suppression des chambres du travail (AK) et des conventions collectives de branche.
- Allongement de la durée du travail (augmentation du temps de travail hebdomadaire de travail pour un même salaire et report de l'âge de la retraite)
- Gel des augmentations salariales pour les fonctionnaires et des pensions pour tous.
- Baisse de l'aide d'urgence et des allocations de chômage
- Mesures contre les migrants désignés comme boucs émissaires et pour habituer les « vrais Autrichiens » au démantèlement social et à l'inhumanité
- Nouvelles économies dans le domaine de la santé (sous le capitalisme, la santé deviendrait un luxe que seuls les privilèges pourraient s'offrir).

Si le SPÖ, comme l'a déclaré Andreas Babler, veut organiser la résistance contre la menace de démantèlement social, alors il doit rompre avec la bourgeoisie ! La lutte des classes plutôt que le partenariat social !

Nous, salariés, chômeurs, jeunes... devons maintenant nous mobiliser nous-mêmes pour préparer la résistance. Formons des comités sur les lieux de travail, dans les écoles et les universités, dans les quartiers, les villages, au sein desquels et avec lesquels nous discuterons des attaques prévues, analyserons leurs conséquences et informerons nos collègues qui sont tombés dans le panneau de la démagogie et des mensonges des partis du capital se présentant comme « sociaux ».

Formons un front uni de défense et de lutte composé du SPÖ, du KPÖ, de toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, de syndicalistes et de personnes non organisées.

Classe contre classe doit être le cri de ralliement !

Pour faire valoir nos intérêts, nous avons besoin d'un gouvernement qui se consacre uniquement aux intérêts des travailleurs, quelle que soit leur origine, et de la jeunesse - un gouvernement ouvrier qui a rompt avec la bourgeoisie.

Et nous avons besoin d'un parti qui lutte avec un programme clair pour un tel gouvernement, qui prépare chaque jour la résistance contre les attaques du capital et son renversement : le parti ouvrier révolutionnaire qui, en tant que partie de l'internationale ouvrière révolutionnaire, lutte avec nos fondateurs et sœurs de classe dans le monde entier pour une société sans exploitation.

8 janvier 2025

Gruppe Klassenkampf/Groupe Lutte de classe

Élections et lutte de classes en Allemagne

L'éclatement du gouvernement de coalition

Le 25 février 2025 auront lieu des élections législatives anticipées en Allemagne. En effet, la coalition entre le parti ouvrier traditionnel, le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD, Parti social-démocrate d'Allemagne), et deux partis bourgeois, le Freie Demokratische Partei (FDP, Parti libéral-démocrate) et la Bündnis 90/Die Grünen (Alliance 90/Les Verts), mise en place en 2021 a volé en éclats le 6 novembre dernier, après le limogeage du ministre FDP des finances et le retrait des autres ministres FDP, rendant le gouvernement minoritaire au Bundestag. L'art du compromis à l'allemande, tant vanté par les commentateurs bourgeois, s'est cassé les dents sur les contradictions qui assaillent la bourgeoisie allemande avec la récession économique qu'elle subit. Le gouvernement bourgeois de coalition s'est fracturé entre le SPD et les Verts d'un côté, pressés de prendre des mesures de relance et partisans de desserrer le frein constitutionnel qui limite le déficit budgétaire annuel à 0,35 % du PIB, et le FDP défenseur de la rigueur budgétaire. En réalité, loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel bleu, les frictions et divergences ne faisaient que croître au sein de la coalition à mesure que l'économie ralentissait.

Je suis contraint de prendre cette décision afin d'éviter tout dommage à notre pays. Nous avons besoin d'un gouvernement capable d'agir. Notre économie ne peut pas attendre que de nouvelles élections aient lieu. Nous avons besoin de clarté sur la manière dont nous allons financer notre sécurité et notre défense dans les années à venir. (Olaf Scholz, chancelier, 6 novembre 2024)

Les résultats des élections européennes de juin 2024 ont été catastrophiques pour les partis de la coalition, préfigurant sa chute, et en particulier pour le SPD et les Verts. Le SPD n'a obtenu que 13,9 %, (15,8 en 2019), les Verts 11,9 % (20,5 en 2019) et le FDP 5,2 %. A la différence de Macron, Scholz avait alors exclu toute élection législative anticipée, malgré les demandes du principal parti bourgeois, la Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU, Union chrétienne-démocrate d'Allemagne) qui, en alliance avec la CSU de Bavière, a totalisé 30 % des voix, suivie par le principal parti bourgeois fascisant, l'Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne) avec 15,9 %.

Pourtant, après une forte diminution de son PIB de 4,6 % en 2020 à cause du covid, l'impérialisme allemand s'était rapidement relevé en 2021 et 2022 pour atteindre un PIB de 4 121 milliards d'euros, le plaçant en troisième position derrière les États-Unis et la Chine (celui de la France était en 2022 de 2 639 milliards d'euros). La balance commerciale affiche un solde po-



THE ECONOMIST, 25 JANVIER

sitif de 88 milliards d'euros en 2022, de 220 milliards d'euros en 2023 et sans doute d'un peu plus en 2024. La classe ouvrière allemande n'en a pas bénéficié. Entre 2022 et 2023, le salaire brut moyen a augmenté de 5,1 % alors que l'inflation a été de 5,9 %. C'est seulement en fin 2024 qu'un rattrapage a été consenti.

Cependant, l'impérialisme allemand, dont les exportations et les investissements à l'étranger font la force, subit désormais le ralentissement de la croissance mondiale, les rivalités inter impérialistes, le vieillissement de son appareil de production et la concurrence de l'impérialisme chinois. Par exemple, le groupe de la sidérurgie ThyssenKrupp prévoit de supprimer d'ici 2030 40 % de ses effectifs en Allemagne, soit 11 000 emplois alors que la surproduction d'acier au niveau mondial est estimée à 600 millions de tonnes annuelles, c'est-à-dire 5 fois ce que l'Europe consomme chaque année ! La troisième économie mondiale trébuche. L'Allemagne a en effet connu sa deuxième année de récession, avec une contraction de 0,2 % du PIB en 2024 après une baisse de 0,3 % en 2023.

Une énergie trop chère

Tout d'abord la guerre en Ukraine a obligé l'Allemagne à renoncer à son approvisionnement en gaz russe, peu cher, qui représentait 55 % de ses importations de gaz, pour le remplacer par d'autres sources comme le GNL

américain, plus onéreux. Or l'Allemagne, qui a renoncé au nucléaire, utilise encore le pétrole, le gaz et le charbon pour produire de l'électricité, 42 % de la production en 2024, les 58 % restants étant assurés par les renouvelables, en constante progression. Mais les renouvelables ont un défaut, faute d'avoir à grande échelle les infrastructures permettant de stocker l'énergie, batteries ou hydrogène vert : en décembre, faute de vent et de soleil, certaines usines ont dû momentanément réduire leur production, les importations d'électricité ont été massives, faisant s'envoler brièvement le prix du MWh le 12 décembre à un record historique de 936 euros. Pour pallier ce défaut, le gouvernement sortant, dont les Verts étaient un des piliers, avait prévu un vaste plan, tombé à l'eau avec l'éclatement de la coalition, de construction de nouvelles centrales au gaz pour produire de l'électricité, procédé assez peu écologique, en remplacement du charbon, encore pire, qui doit être abandonné.

Le coût de l'électricité en Allemagne est le plus élevé de tous les pays de l'UE. C'est un gros caillou dans la chaussure du capitalisme allemand. En juin 2024, le prix du kWh domestique y était de 0,3951 euros TTC contre 0,2776 en France, 0,2436 en Espagne ou 0,1094 en Hongrie. Depuis 2023, le gouvernement multiplie aides et réductions de tarifs pour les grandes entreprises à coups de dizaines de milliards d'euros. Pour décider Intel à implanter une grosse usine de semi-conducteurs près de Berlin, 10 milliards d'euros de subventions lui avaient été consentis. Cela n'a pas suffi, Intel préférant renoncer et développer ses projets aux États-Unis, où l'énergie est bien moins chère et où les subventions coulent à flot dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation) mis en place par Biden. C'est pourquoi la CDU fait de la diminution des prix de l'électricité un de ses chevaux de bataille pour les prochaines élections en préconisant la relance du nucléaire.

Un secteur automobile en crise

L'industrie automobile, le premier secteur industriel en Allemagne, et de loin, concentre les difficultés. Elle

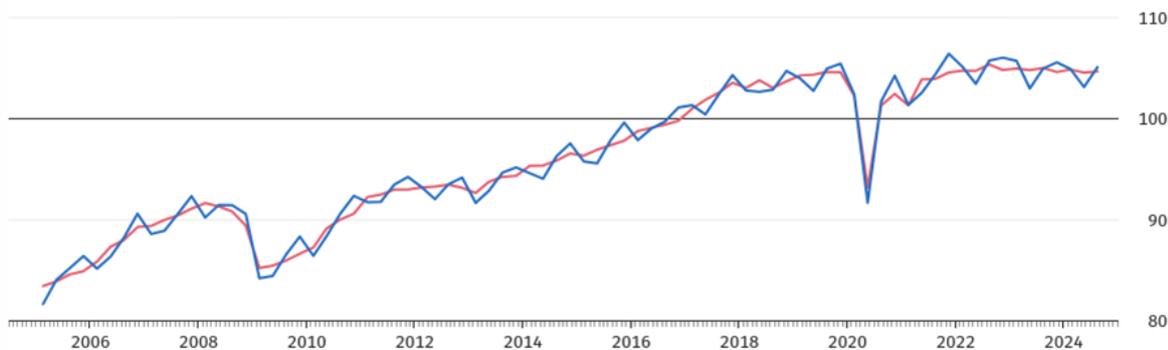
emploie 770 000 travailleurs auxquels il faut ajouter les 270 000 qui dépendent des sous-traitants. Chez les sous-traitants, qui ont déjà réduit les effectifs de 48 000 postes depuis 2018, ZF annonce encore la suppression de 11 000 à 14 000 emplois d'ici 2028. Quant à Continental, il devrait abandonner tout simplement ses activités de sous-traitance. L'industrie automobile fonctionne aujourd'hui aux deux tiers de ses capacités, avec 4,1 millions de voitures produites en 2023, loin des 6,2 millions des années fastes. Pour les capitalistes, le calcul est simple : un tiers de voitures en moins alors que dans le même temps, le nombre de travailleurs employés n'a reculé que de 8 % !

Volkswagen a trop d'employés qui produisent trop peu... les coûts élevés du travail, y compris les frais médicaux élevés et les nombreux jours de congés. Tant que l'on était meilleur, plus innovant que les autres, cela allait encore. (La Tribune, 25 septembre 2024)

Le PDG du groupe VW renchérit :

Nos coûts de main-d'œuvre sont devenus trop élevés en Allemagne. C'est pourquoi des mesures urgentes sont nécessaires pour assurer l'avenir de Volkswagen... De nouveaux concurrents pénètrent le marché avec une force sans précédent. La pression sur les prix est immense... Parallèlement, le marché automobile européen s'est rétréci. Plus d'offre, moins de demande, cela nous oblige à agir, maintenant. La vérité est qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas viables avec nos structures, nos surcapacités et nos coûts. (Oliver Blume, 4 décembre)

Non seulement le marché européen s'est rétréci, mais les constructeurs allemands, dans le domaine des voitures électriques, qui ne connaît pas la croissance escomptée, sont désormais en butte à la concurrence de Tesla et surtout des constructeurs chinois, qui sont en avance technologiquement et moins chers. Le premier d'entre eux, BYD, affiche d'ailleurs une progression de 41 % de ses ventes mondiales en 2024. Les ventes sur le marché chinois, qui représentaient un tiers des ventes de VW au niveau mondial, avec trois coentreprises et



vingt-neuf usines, sont en chute libre. La tendance est la même pour BMW et Daimler (Mercedes-Benz), également implantés en Chine.

Affrontements de classes chez Volkswagen

C'est donc dans le secteur automobile que la tension entre les classes est la plus forte. Dès le début septembre, de fortes rumeurs couraient sur la fermeture d'usines et des licenciements chez Volkswagen. Le groupe VW emploie 500 000 travailleurs, dont 120 000 sous la seule marque Volkswagen. Le 24 octobre, le comité d'entreprise révèle que la direction prévoit de fermer au moins trois usines en Allemagne, entraînant plus de 33 000 suppressions de postes, mettant ainsi fin à une garantie d'emploi qui devait courir depuis 1994 jusqu'en 2029. La dirigeante d'IG Metall chez Volkswagen, Daniela Cavallo déclare alors : « *Tant que je serai présidente du comité central d'entreprise et du comité d'entreprise du groupe, aucune usine ne fermera dans notre pays* ». Le 2 décembre, une grève de 2 h « *d'avertissement* » est appelée par le syndicat IG Metall, mobilisant 99 000 travailleurs sur les 120 000 de la marque. Le 9 décembre, nouvelle grève, cette fois de 4 h, également très suivie. Mais les travailleurs veulent engager un combat réel. « *Vous voulez la guerre, nous sommes prêts* » affichait une banderole des travailleurs rassemblés à Hanovre. Les travailleurs se déclarent « *streikbereit* », prêts à la grève, et font monter la pression sur les dirigeants syndicaux. Mais les bureaucrates sont tout aussi prêts car, ici comme ailleurs, ils sont rompus à la collaboration de classe et aux trahisons. Cavallo, qui est à la fois dirigeante syndicale et présidente du comité d'entreprise, s'était félicitée de l'arrivée du PDG Oliver Blume avec qui elle est notoirement à tu et à toi. Parlant devant les grévistes, elle manœuvre tout en ouvrant la voie à la capitulation :

Soit nous nous rassemblons et commençons sérieusement à envisager des compromis... soit le conseil d'administration campe sur ses positions et la situation s'envenime. (Daniella Cavallo, 2 décembre)

Pour calmer la base, les dirigeants syndicaux sont contraints d'avancer la perspective de la grève générale dès janvier, mais, ajoutent-ils, seulement en cas de non-accord dans les négociations qui doivent s'ouvrir.

Le Land (région) de Basse-Saxe, où réside le siège du groupe, en est actionnaire à 20 %. Cela confère aux autorités régionales une minorité de blocage sur les décisions importantes. Il est dirigé par une coalition SPD-Verts et le ministre-président est membre du SPD. Loin d'utiliser son droit de véto, celui-ci s'est contenté de demander le 30 octobre « *un plan pour sortir du marasme sans licenciements secs ni fermetures de sites* ».

L'esprit de compréhension par les bureaucrates syndicaux comme par les dirigeants du SPD des difficultés du patronat a abouti à la signature d'un accord le 24 décembre, qualifié par la presse de « *miracle de Noël* ».

C'est un miracle pour les patrons et une défaite sans combat pour la classe ouvrière, négociée sur le dos des travailleurs. Cet accord écarte la menace de la grève générale dès janvier. Il convient que l'entreprise réduira sa production de 734 000 véhicules et supprimera plus de 35 000 emplois en Allemagne d'ici 2030, soit un tiers de ses effectifs, sans fermeture immédiate de sites ni licenciements secs, mais en ne remplaçant pas les départs en retraite, ce qui n'exclut nullement de mettre fin aux contrats à durée déterminée. De plus, les salaires seront gelés pendant quatre ans, les bonus de 4 000 cadres seront réduits de 10 %, avec des diminutions supplémentaires de 8 %, 6 % et 5 % sur les trois années suivantes. L'usine de Dresde sera « *réaffectée* » à d'autres productions sans plus de précision en 2025 et l'usine d'Osnabrück sera revendue à un fabricant d'armement en 2027. L'usine de Wolfsburg réduira ses lignes d'assemblage de quatre à deux. Cet accord qui devrait permettre à Volkswagen d'économiser 4 milliards d'euros par an a été qualifié par le chancelier de « *bonne solution, socialement acceptable* ».

Aucune issue pour la classe ouvrière sur le terrain des élections

Les communistes savent que la classe ouvrière doit se défaire de l'illusion entretenue par les réformistes qu'elle peut prendre le pouvoir et réaliser le socialisme par la grâce des élections. Les communistes combattent pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour la destruction de l'État bourgeois, de ses organes de répression, pour l'expropriation des grands groupes capitalistes... toutes choses impossibles en restant respectueusement dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

Mais les élections sont une indication des rapports de force entre les classes, déformée parce que d'une part il n'y a pas de parti ouvrier révolutionnaire et d'autre part elle laisse de côté toute une partie de la classe ouvrière privée du droit de vote.

Les sondages du 19 janvier pour les législatives du 25 février confirment la baisse du SPD et de l'autre parti ouvrier bourgeois, Die Linke (DL, La Gauche), le maintien de la CDU/CSU et la montée des partis fascistes AfD et Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW, Alliance Sahra Wagenknecht).

En septembre 2024, des élections régionales avaient été organisées dans trois Länder de l'Est de l'Allemagne. Même si le SPD est parvenu de justesse à rester en tête devant l'AFD dans son bastion traditionnel du Brandebourg, les résultats montrent une montée impressionnante des partis fascistes AfD et BSW, la baisse des Verts et l'effondrement de Die Linke, auparavant bien implantée dans ces Länder, notamment en Thuringe.

Cette progression des partis fascisants à l'Est de l'Allemagne provient d'abord du fait qu'aucun des gouvernements bourgeois, le plus souvent de coalition, qu'il ait été présidé par la CDU ou le SPD, n'a été capable de résorber l'écart avec la partie ouest de l'Allemagne. Plus de trois décennies après la réunification, les disparités économiques et sociales entre l'Ouest et l'Est de l'Allemagne persistent. En 2023, le salaire moyen brut des régions de l'Est ne représente que 86 % de celui de l'Ouest et le revenu des ménages est en moyenne inférieur de 11 %. La différence de patrimoine est encore plus significative : 127 900 euros en moyenne à l'Ouest contre 55 000 euros à l'Est. En 2019, le taux de chômage était de 6,9 % à l'Est, plus du double de la moyenne nationale de 3,1 %. Ces disparités ont entraîné un déplacement vers l'Ouest d'une partie des jeunes et donc un vieillissement de la population, avec un âge moyen à l'Est entre 46 et 48 ans contre 40 à 44 ans à l'Ouest. Die Linke, créé en 2007 par d'anciens dignitaires du parti stalinien SED au pouvoir en Allemagne de l'Est et une scission de SPD emmenée par Oskar Lafontaine, avait réussi au début à capter une partie des attentes du prolétariat et de la jeunesse de ces régions de l'Est tout en parvenant à s'implanter à l'Ouest. Mais, à la mode de LFI, son programme n'est qu'une resucée du réformisme et du populisme le plus plat, dénonçant la « finance » et la « mondialisation », des mesures budgétaires pour « les catégories défavorisées », adepte d'une « restructuration écologique » et du protectionnisme...

Nous avons toujours combattu le protectionnisme et le militarisme. (Rosa Luxemburg, Réforme sociale ou révolution ?, 1899, ch. 5)

En quelques années, profondément intégré au parlementarisme bourgeois à tous les niveaux, DL a épuisé son crédit, laissant la place à l'AfD, et c'est même l'ancienne dirigeante de Die Linke, Sahra Wagenknecht, qui scissionne le 8 janvier 2024 pour fonder le parti fascisant BSW qui a désormais le vent en poupe sur les terres anciennement favorables à Die Linke. La rhétorique de l'AfD comme du BSW est simple et identique à celle du RN français : tout l'argent dépensé pour les étrangers, pour envoyer des armes en Ukraine, doit revenir aux Allemands, dehors, les réfugiés, les sans-papiers, les étrangers ! Comme partout, les diatribes racistes et xénophobes sont reprises par les partis bourgeois traditionnels. La CDU-CSU promet de restreindre le droit d'asile européen en transférant la gestion les demandeurs vers un pays hors UE.

Nous contrôlerons les frontières de l'Allemagne et imposerons des refoulements conséquents. Nous devons à nouveau décider nous-mêmes qui vient chez nous et qui peut rester. (CDU-CSU, Programme électoral, décembre 2024)

À la suite des Sociaux-démocrates du Danemark et du Vooruit (ex-Parti socialiste) de Belgique, le SPD lui-même est contaminé par la xénophobie, à mesure que certains viols ou agressions commises par des étrangers, le plus souvent déséquilibrés mais parfois aussi se réclamant du djihad, sont montés en épingle par les grands médias et les partis racistes pour alimenter la haine. Ainsi, après une attaque au couteau causant trois morts à Solingen fin août, Scholz rétablit le 16 septembre le contrôle aux frontières pour une durée de 6 mois « pour lutter contre l'émigration illégale ».

L'arrivée en tête de la CDU-CSU aux prochaines élections législatives, mais sans majorité absolue, est plus que probable. Dès lors, le futur gouvernement ne pourra qu'être appuyé sur une coalition, soit avec le SPD, soit, malgré les dénégations réitérées des dirigeants CDU-CSU, avec les partis fascisants AfD et/ou BSW à l'image de l'Italie, de la Suède et bientôt de l'Autriche. La CDU-CSU se prononce dans son programme pour une réduction massive des impôts sur les sociétés et une diminution des dépenses sociales, solutions classiques pour défendre les capitalistes. Dans sa partie économique intitulée « Agenda 2030 » qui rappelle « l'Agenda 2010 » de Schroeder, la CDU-CSU vise une croissance de 2 % par an. Mais les menaces de droits de douane que Trump fait peser sur les économies européennes, la concurrence des produits chinois, la fragilité exacerbée de l'UE, les risques de fragmentation du marché mondial avec les tensions inter-impérialistes croissantes risquent de faire voler en éclats ces projections optimistes.

En tous les cas, la classe ouvrière allemande doit parvenir à se défaire de l'emprise des bureaucrates syndicaux, cogestionnaires du capitalisme, et préparer l'affrontement inévitable avec le capital sur son propre terrain de classe avec ses revendications, avec ses propres méthodes, comités de grève élus, centralisation des comités de grève, piquets de grève et services d'ordre... affrontement qui ne pourra que prendre la forme de la grève générale pour être efficace. Un parti révolutionnaire doit être construit en Allemagne, qui se prononce pour la rupture des partis ouvriers avec les représentants politiques des exploiters, qui rompt avec les illusions envers Die Linke (sans parler des Verts), qui renoue avec l'internationalisme prolétarien de la Ligue Spartacus de la Première Guerre mondiale et du KPD des années 1920 contre le chauvinisme sous toutes ses formes, la prise du pouvoir par la classe ouvrière contre la gestion honnête et loyale du capitalisme par les partis ouvriers bourgeois, la perspective des États-Unis socialistes d'Europe contre l'UE du capital ou les replis protectionnistes.

25 janvier 2025

Syrie : gouvernement ouvrier et paysan !

Vive la chute du tyran ! Non à la réaction islamiste !

Avec la fuite du dictateur Bachar el-Assad et la prise de la capitale Damas par le Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, issu d'Al-Qaida), une nouvelle étape dans la crise politique en Syrie et au Proche-Orient a commencé.

De son côté, Israël a bombardé des milices liées à l'Iran et envoyé son armée prendre position sur le plateau du Golan, un territoire de l'État syrien.

L'effondrement en quelques jours du régime d'Assad et de son armée, privés de ses soutiens militaires russe et du Hezbollah, l'ouverture de ses sinistres prisons, ont été fêtés par les masses syriennes.

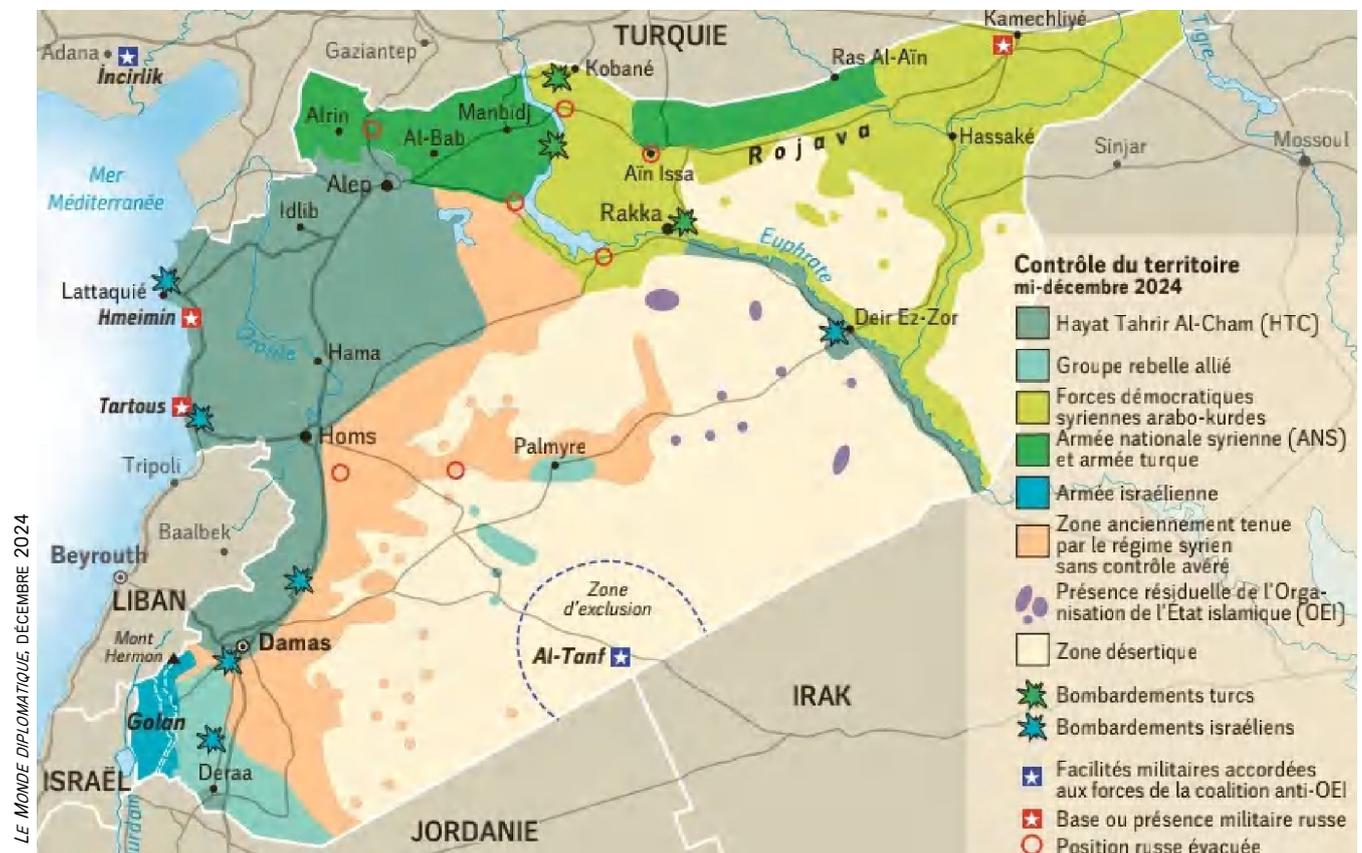
Or, ceux qui dirigent l'offensive armée ne sont pas des révolutionnaires, mais des bourgeois cléricaux. HTC tente d'amadouer les grands médias internationaux et les grandes puissances. Alors qu'Assad fils a trouvé refuge à Moscou, les islamistes ont « garanti la sécurité » des deux bases militaires russes.

HTC avait fait l'éloge des talibans, lors de leur retour au pouvoir en 2021, considérés comme un modèle. Le 8 décembre, le chef suprême, Ahmed Al-Charaa, a fait un discours dans la mosquée des Omeyyades de Damas indiquant que « la victoire a été rendue possible par la grâce divine ».

L'ancien régime, bourreau de ses propres peuples et du peuple palestinien

L'absence de partis ouvriers révolutionnaires au Proche-Orient a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des exploités locaux et de leurs protecteurs impérialistes à des impasses. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. Depuis les années 1930, sous l'influence de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, les partis communistes ont subordonné les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie nationale au nom de la « révolution nationale » ou du « front uni anti-impérialiste », faisant de la classe ouvrière un auxiliaire de la bourgeoisie locale. Le Parti communiste syrien est resté soumis au parti bourgeois Baas et a participé au bloc gouvernemental depuis 1986. La rhétorique socialiste du régime a masqué une politique fondée sur une alliance entre la bureaucratie d'État, l'armée et des capitalistes.

Dans les années 1920, l'impérialisme français sépare la Syrie du Liban. Devant le soulèvement national arabe, de Gaulle bombarde Damas en 1945. Sous la pression des impérialismes britannique et étasunien, les troupes françaises évacuent la Syrie en 1946. S'ensuit une instabilité politique, des cliques civiles nationalistes se disputant violemment le pouvoir en s'ap-





19 DÉCEMBRE, DAMAS, RASEMBLEMENT POUR LES FEMMES ET LES MINORITÉS / PHOTO LOUAI BESHARA

puyant sur des fractions de l'armée. Celle-ci se fait écraser par l'armée israélienne en 1948-1949. En 1958, une tentative d'unification avec l'Égypte échoue. Le parti Baas prend la tête du pays en 1963 en s'appuyant sur l'URSS pour résister à la pression d'Israël et des États-Unis.

Après une nouvelle défaite face à Israël en 1967 et la perte du plateau stratégique du Golan, Hafez El Assad accède au pouvoir en 1970 grâce à un coup d'État interne (dit « mouvement correctif »), un régime policier reposant sur la domination de la minorité ethnoreligieuse des Alaouites.

Le régime bassiste revendique une grande Syrie incluant la Palestine et le Liban. En 1976, les troupes syriennes entrent au Liban et attaquent l'Organisation de libération de la Palestine. La répression du soulèvement islamiste (Frères musulmans) à Hama en 1982, au cours duquel jusqu'à 50 000 personnes sont mortes, confirme la nature répressive du régime. Au Liban, de 1985 à 1987, l'armée syrienne attaque les camps de réfugiés de Bordj el Barajneh avec l'appui des islamistes de Amal.

La restauration du capitalisme en Russie a déstabilisé le régime. En 1991, durant la première intervention impérialiste occidentale et de la Turquie contre l'Irak, Assad s'allie à l'Iran afin de contrer l'Irak dirigé par les baasistes ennemis de Saddam Hussein. En 2003, lors de la seconde intervention impérialiste, la Syrie rejoint ouvertement la coalition dirigée par les États-Unis contre l'Irak.

Après la mort de Hafez El Assad en 2000, son fils Bachar prend le pouvoir. En 2004, il réprime violemment des manifestations kurdes.

La Syrie, enjeu de cliques bourgeoises opposées, de puissances régionales antagoniques, de puissances impérialistes rivales

Par sa place géographique, la Syrie est un enjeu entre deux impérialismes (États-Unis et Russie), entre trois puissances régionales (Israël, Turquie et Iran).

La guerre civile a commencé en 2011 par une révolte populaire contre le régime autoritaire du parti Baas. Les manifestations ont été réprimées dans le sang par le régime du Baas et ses organes répressifs et tortionnaires.

Le mouvement a été rapidement détourné par des milices réactionnaires islamistes allant des djihadistes de Daech à l'ANS contrôlée par la Turquie. Le parti nationaliste kurde PKK-PYD profite de la situation pour créer en 2012 un mini État kurde à la frontière turque (Rojava).

Les islamo-fascistes de Daech proclament un vaste califat (État islamique du Levant) à cheval sur la Syrie et l'Irak en 2014. À partir de 2014, le bras armé du PKK-PYD (YPG) a été équipé et renseigné par l'armée étasunienne pour l'offensive contre le califat qui s'est effondré en 2017. Les YPG se sont renommées Forces démocratiques syriennes.

Le conflit a déchiré le pays : tandis que le régime de Bachar el-Assad, avec le soutien de la Russie et de l'Iran, conservait les régions occidentales, les plus peuplées, ses adversaires s'emparaient du reste du pays.

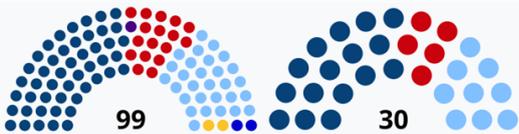
La division de facto de la Syrie s'est accompagnée d'une catastrophe humanitaire. Des millions de personnes ont fui le pays et plus de 230 000 civils ont été tués depuis 2015. À cela s'ajoutait la dislocation économique causée par les impôts et les pillages des milices, par les combats incessants. La Syrie était devenue une mosaïque de narco-États financés par l'exportation de la drogue de synthèse Captagon.

La Turquie promet depuis 2011 les forces islamistes tout en attaquant régulièrement les zones kurdes. Son but est de renvoyer 3 millions de réfugiés syriens et de liquider le crypto-État du Rojava. L'impérialisme russe est trop accaparée par sa guerre contre l'Ukraine pour tenter une nouvelle fois de sauver le régime. Israël a contribué de manière significative à la défaite du régime d'Assad avec les menaces contre l'Iran, les attaques contre le Liban et l'affaiblissement du Hezbollah. Il cherchera à utiliser le changement de situation pour affaiblir davantage l'Iran, le Hezbollah et le Hamas.

Cela peut ouvrir la voie au déferlement des masses iraniennes, encouragées par la chute du tyran syrien et par la chute du régime islamiste.

Le destin des travailleurs et des peuples de Syrie ne doit plus être gouverné par des intérêts impérialistes étrangers. Hors de Syrie toutes les troupes, bases militaires, flottes militaires, conseillers... d'Israël, des États-Unis, de la Russie, de la Turquie, de l'Iran... !

Uruguay : le front populaire revient au gouvernement



Parti	Candidats à la présidence et colistiers	Premier tour		Second tour		Sièges			
		Votes	%	Votes	%	Chambre	+/-	Sénat	+/-
Front large (FA)	Yamandú Orsi Carolina Cosse	1 071 826	46,12	1 196 798	52,08	48	▲ 6	16	▲ 3
Parti national (PN)	Álvaro Delgado Valeria Ripoll	655 426	28,20	1 101 296	47,92	29	▼ 1	9	▼ 1
Parti Colorado (PC)	Andrés Ojeda Robert Silva	392 592	16,89			17	▲ 4	5	▲ 1
Identité souveraine (IS)	Gustavo Salle María Canóliero	65 796	2,83			2	▲ 2	0	▶
Cabildo ouvert (CA)	Guido Manini Ríos Lorena Quintana	60 549	2,61			2	▼ 9	0	▼ 3
Parti indépendant (PI)	Pablo Mieres Mónica Bottero	41 618	1,79			1	▶	0	▶

WIKIPEDIA

Le 24 octobre 2024, dans ce pays de près de 3,5 millions d'habitants, 2,7 millions de citoyens sont appelés aux urnes pour :

- deux référendums (l'un du gouvernement sortant, l'autre soumis par la centrale syndicale PIT-CNT) ;
- les élections législatives directes aux deux chambres du parlement (sénat, chambre des représentants) ;
- l'élection présidentielle (le président est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement).

Le 24 novembre, un second tour de la présidentielle a lieu, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue. Le président finalement élu est celui du Frente Amplio (Front large, FA) et, plus précisément, du MNN, un ancien mouvement de guérilla (MLN-Tupamaros) qui a depuis longtemps remplacé les fusils par les bulletins de vote.

2020-2025 un gouvernement des vieux partis bourgeois alliés à un parti fascisant

Le Frente Amplio n'a pas accédé au pouvoir en 2005 à la suite d'un mouvement de masse, si bien que la bourgeoisie nationale (et internationale) n'a pas exigé de lui des mesures de maintien de l'ordre ou n'a pas préparé son renversement. Le débat politique reste plus policé en Uruguay qu'aux États-Unis en 2016 (quand Trump mène sa campagne présidentielle) ou que dans le Venezuela déchiré en 2017 (entre l'aile nationaliste de la bourgeoisie s'appuyant sur l'armée et la bureaucratie cubaine moribonde et l'aile compradore soutenue par les États-Unis, l'Union européenne et la plupart des États d'Amérique du Sud).

En général, la formation, par les partis réformistes, de coalitions avec des partis « démocratiques », « anti-impérialistes », « antifascistes » ou « écologistes » est cen-

sée protéger de la réaction et de « l'extrême-droite ». Néanmoins, un parti fascisant, militariste, xénophobe et misogyne fait son apparition en mars 2019 : Cabildo Abierto (CA, Chapitre élargi, le nom renvoie aux états généraux des citoyens riches convoqués exceptionnellement durant la période coloniale). Il présente fin 2019 la candidature du général Manini (destitué par le président) à l'élection présidentielle de fin 2019. Dès sa première apparition, le CA obtient 11,04 % des votes, 3 sièges de sénateurs (sur 30) et 11 de députés (sur 99).

Au terme de son second mandat (2015-2020), l'hostilité du président Vázquez (Frente Amplio) au droit à l'avortement, le ralentissement de la croissance économique, l'inflation (9,64 % en 2016), la montée du narcotrafic permettent au candidat PN (Parti national) à la présidentielle, à nouveau Lacalle, de l'emporter de justesse (50,79 %) au second tour en 2019 face au candidat du FA, Daniel Martínez (PSU, 49,21 %). Lacalle constitue un gouvernement de coalition entre le PN, le PC (Partido Colorado) et le CA.

Dès son entrée en fonction en mars 2020, le gouvernement PN-PC-CA est immédiatement confronté à la pandémie de Covid, à une vague d'inflation et à la récession capitaliste internationale. Ensuite, la reprise capitaliste mondiale s'accompagne d'une vague d'inflation qui n'épargne pas le pays. En 2023, une sécheresse, aggravée par le dérèglement climatique de la planète, fragilise le pilier de l'économie et des exportations, l'agriculture. Le gouvernement est aussi affecté par plusieurs scandales.

Les élections générales de fin 2024

Le Frente Amplio de 2024 regroupe :

- d'un côté, tout le réformisme : Mouvement de participation populaire (MPP issu des ex-Tupamaros), Partido Socialista PSU, Partido Comunista PCU, PVP (Parti pour la victoire du peuple) anarchiste ;
- de l'autre, une composante bourgeoise : Vertiente Artiguista et les Seregnistas (Parti démocrate-chrétien Fuerza Renovadora, Asamblea Uruguay, Movimiento Humanista, Izquierda Christiana...).

Quelques autres anciens Tupamaros (M22M) font campagne sous l'étiquette Asamblea Popular. Ce micro-front populaire inclut le PCR (Parti communiste révolutionnaire, un groupe maoïste), le Partido de los Trabajadores (un groupe « trotskyste » lié au PO argentin) et le Partido Humanista, (un petit parti bourgeois). AP n'obtient que 2 207 voix.

Au premier tour de l'élection présidentielle, il y a ballottage entre Delgado du Partido Nacional (pour qui se

désiste le candidat du Partido Colorado) et Orsi présenté par le Frente Amplio.

Au parlement, le Frente Amplio obtient la majorité (16 sièges sur 30) au Sénat, mais pas à la Chambre des représentants (48 sur 99).

Les deux propositions soumises au référendum sont rejetées :

- celle du parti fascisant Cabildo Abierto (appuyée par le PN, le Partido Colorado et le Partido Ecologista Radical Intransigente) qui aurait accordé à la police le droit de perquisitionner la nuit sans autorisation d'un juge n'obtient que 39,4 % ;
- celle, soutenue par la confédération unique PIT-CNT (que le candidat Orsi ne défend pas) qui aurait avancé l'âge de la retraite et aurait chassé les fonds de pension privés (AFAP) n'obtient que 38,8 %.

Les deux candidats du second tour, invoquant la montée de la violence criminelle, veulent renforcer la police. Le 4 novembre, Orsi rencontre les syndicats de policiers. Le 18, lors du débat télévisé avec Delgado, Orsi promet « d'appuyer inconditionnellement la police ».

Le 24 novembre, au second tour de la présidentielle, Orsi l'emporte avec 49,8 % des suffrages contre 45,9 % à Delgado.

Je vais être le président qui convoquera encore et encore le dialogue national pour trouver les meilleures solutions... Je vais être le président qui construira une société plus intégrée, un pays plus intégré... (Yamandú Orsi, « Discours après la proclamation des résultats », MPP, 25 novembre 2024)

La passation de pouvoirs aura lieu le 1^{er} mars. Le futur président et le MLN-MNN préparent un gouvernement de coalition dont on sait déjà qu'il comprendra des représentants de la bourgeoisie : Edgardo Ortuño (Vertiente Artiguista), ministre de l'environnement ; Gabriel Oddone (qui s'est prononcé contre la proposition syndicale sur les retraites), ministre de l'économie ; José Carlos Mahía (Seregnistas), ministre de l'éducation ; Mario Lubetkin (Seregnistas), ministre des relations étrangères...

Face aux trahisons qui s'annoncent, il est urgent de construire un parti ouvrier révolutionnaire qui défende les revendications des travailleurs, qui organise l'autodéfense contre la police et les narcos, qui combatte au sein des syndicats contre la collaboration de classes, qui appelle à la rupture de toutes les organisations politiques ouvrières avec les débris de la bourgeoisie.

Révolution sociale ! Gouvernement ouvrier et paysan ! États-Unis socialistes d'Amérique !

19 janvier 2025

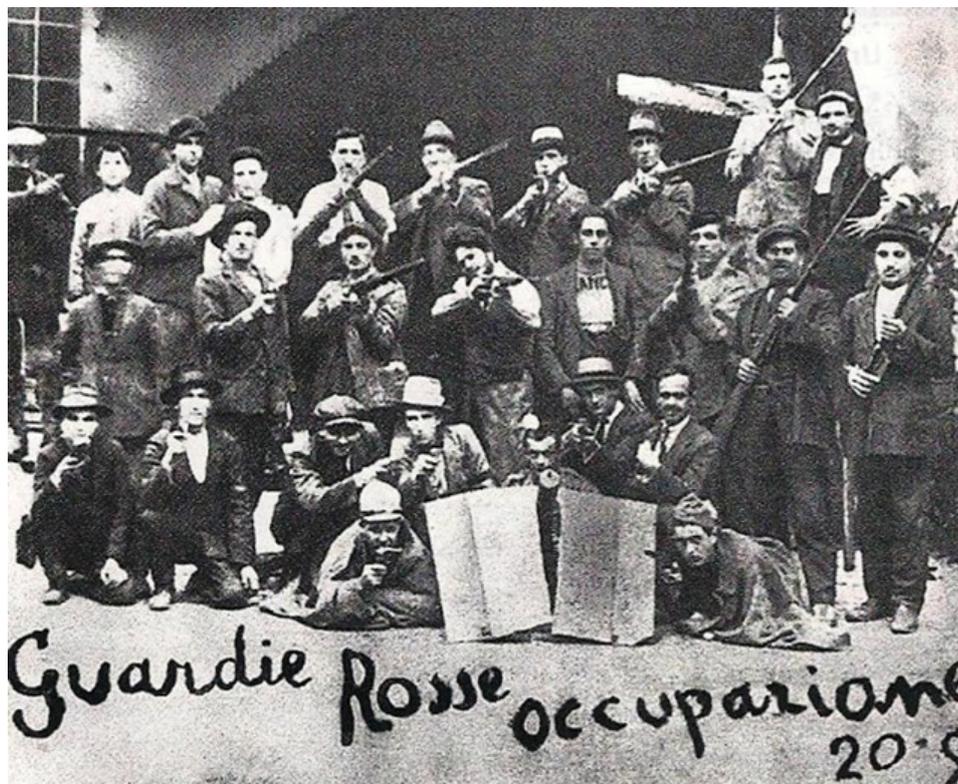
Cahiers révolution communiste

- n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975
- n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
- n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
- n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
- n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
- n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
- n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 GMI, *Programme*, 2017
- n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 Just, *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 GMI, *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 GMI, *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
- n° 4 GMI, *M&R-VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 GB, *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 GMI, *Plateforme pour le communisme*, 2013

3 euros auprès des militants
5 euros par la poste à l'ARTP (voir p. 12)

Biennio Rosso

la crise révolutionnaire de 1919-1920 en Italie



1915 : l'entrée dans la Première Guerre mondiale

En 1912, l'État bourgeois italien, qui reste une monarchie, concède le suffrage universel aux hommes. En 1914, il reste d'abord neutre.

Le mouvement socialiste est déjà divisé entre :

- un petit Partito Socialista Reformista Italiano (PRSI), dirigé par Bonomi et Bissolati, anticlérical mais partisan du colonialisme ;
- le plus gros Partito Socialista Italiano (Parti socialiste italien, PSI), animé par Turati, Lazzari et Mussolini, qui reconnaît la lutte des classes mais dont la pratique est en fait électoraliste et parlementaire.

Le syndicalisme comporte trois grandes organisations :

- la Confederazione Generale del Lavoro (CGdL, Confédération générale du travail), la principale centrale à direction réformatrice liée au PSI, qui a pour principale fédération la FIOM (métallurgie) ;
- Unione Sindacale Italiana (USI, Union syndicale italienne), une petite centrale officiellement syndicaliste révolutionnaire ;
- la Confederazione italiana dei lavoratori (CIL, Confédération italienne du travail), une centrale liée à l'Église catholique.

Le gouvernement français envoie Cachin (PS-SFIO) pour rallier le gouvernement voisin à l'Entente. Une

partie des anarchistes de l'USI (dont De Ambris) et des socialistes du PSI (dont Mussolini), soudoyés par des entreprises capitalistes, mènent campagne en ce sens. Le roi et le président du conseil (premier ministre) décident la guerre en mai 1915.

Si l'agriculture souffre, la guerre facilite la reproduction élargie du grand capital dans l'industrie métallurgique, chimique, textile (Ilva, Ansaldo, Breda, Terni, Fiat, Montecatini, Pirelli...). La classe ouvrière moderne croît, surtout dans le triangle Milan-Turin-Gênes. La plupart des soldats sont des paysans sans terre à qui le Parti libéral fait des promesses de réforme agraire (partages des grands domaines, bonification des terres incultes) qui ne seront pas tenues. La dette publique explose malgré la multiplication des impôts, l'inflation galope.

Le PRSI rejoint le gouvernement d'union nationale de Boselli en juin 1916. Le PSI, resté pacifiste, convoque, avec le SPS-PSS suisse, la conférence socialiste contre la guerre de Zimmerwald de septembre 1915.

Stimulée par la révolution russe de février, une insurrection ouvrière secoue Turin en août 1917. La direction de la centrale syndicale CGdL n'appelle pas à la grève générale l'ensemble des travailleurs du pays. La direction du PSI ne leur propose rien, ne s'adresse pas aux conscrits alors que la troupe est mobilisée pour réprimer. Le PSI n'évoque même pas l'insurrection dans sa presse nationale. Le gouvernement écrase

l'insurrection laissée isolée (500 morts, au moins 2 000 blessés).

1918 : la reconversion difficile du capitalisme de guerre

En 1918, la bourgeoisie italienne bénéficie peu de la défaite des empires allemand et autrichien alors que la paix se traduit par une récession économique, un déficit des échanges extérieurs de biens, la montée du chômage aggravée par la fermeture des frontières étasuniennes aux immigrants italiens, l'inflation. La première classe sociale touchée est évidemment la classe ouvrière (licenciements, blocage des salaires, hausse des loyers et du prix des produits de consommation courante...) mais la crise affecte aussi la petite bourgeoisie (faillites de commerçants et d'artisans, démobilisation de sous-officiers sans emploi et cibles de l'antimilitarisme populaire, ruine de petits rentiers...).

Sur cette base sociale, apparaît une myriade de groupes violents (reprenant les méthodes de l'armée impériale) à la rhétorique populiste (nationaliste mais méprisant le parlementarisme et le Parti libéral) : Carli constitue l'association des Arditi à Rome en janvier 1919, Marinetti son équivalent à Milan, Mussolini lance en mars 1919 les Faisceaux de combat (dans une salle prêtée par le patronat de Milan), D'Annunzio proclame en septembre la Ligue de Fiume (c'est elle qui inaugure la chemise noire et le salut romain). En avril 1919, les fascistes de Mussolini attaquent à Milan le siège du quotidien national du Parti socialiste, *Avanti!* (En avant !). Ils sont encore insignifiants lors des élections législatives du 16 novembre.

Au même moment, la représentation politique de la bourgeoisie se divise plus que jamais entre les LDR (presque 16 % des suffrages exprimés), le PSDI (presque 11 %), l'UL (moins de 9 %) et le nouveau Partito Popolare Italiano (Parti populaire, PPI) lié à l'Église catholique (plus de 20 %). Les grands capitalistes disposent aussi depuis 1910 de la Confindustria (Confédération générale de l'industrie italienne qui existe toujours).

Les luttes sociales de 1919 dans les campagnes et dans les villes

À la fin de l'hiver 1918-1919, dans plusieurs grandes villes, des grèves spontanées éclatent pour ajuster les salaires à la hausse des prix. Elles s'accompagnent parfois de pillages de magasins et de dépôts de vivres, souvent de formes d'auto-organisation (armement, comités populaires, contrôle sur les aliments...). À Florence, une éphémère république des soviets est même proclamée. À l'été, dans plusieurs provinces, des ouvriers agricoles et des paysans travailleurs (métayers, fermiers) occupent des grands domaines, s'organisent (coopératives, ligues paysannes, Federterra : la Fédération de la terre

liée à la CGdL). Les agrariens cèdent temporairement mais constituent des milices privées. En septembre 1919, le gouvernement Nitti (Union libérale-Parti populaire-Parti radical-PSRI) concède le décret Visocchi qui autorise la concession des terres mal ou pas cultivées, sous l'autorité de commissions mixtes (paysans travailleurs-proPRIÉTAIRES fonciers).

Le Parti socialiste, révolutionnaire en paroles, réformiste en pratique

Le PSI abrite trois pôles :

1. Le centre de Serrati (80 % des mandats au congrès d'octobre 1919). La direction du PSI est dite « maximaliste » parce qu'elle se réclame du programme maximum et du communisme (mais elle ne prépare aucunement la révolution sociale) ou « unitaire » (car elle veut conserver tout le monde dans la même organisation).
2. L'aile ouvertement réformiste, rejetant toute violence révolutionnaire, incarnée par Turati, est affaiblie par l'expulsion antérieure du PSRI mais compte une bonne proportion de députés et règne sur l'appareil de la CGdL dirigé par D'Aragona et Buozzi.
3. L'aile révolutionnaire, mal structurée, n'est pas alors unifiée. Elle comporte deux noyaux avec des traits gauchistes opposés :
 - l'un à tendance « conseilliste » (les soviets à eux seuls suffiront à accomplir la révolution) avec Antonio Gramsci. Il est centré à Turin autour de l'hebdomadaire *L'Ordine Nuovo* (L'Ordre nouveau, 1919) ;
 - l'autre à tendance « abstentionniste » (opposition de la démocratie au socialisme, refus de se présenter aux élections et de participer au parlement alors qu'il n'y a pas de soviets...) avec Amedeo Bordiga. Il est centré à Naples autour de l'hebdomadaire *Il Soviet* (Le Soviet, 1918).

Lors de son congrès d'octobre 1919 à Bologne, le PSI vote l'adhésion à l'Internationale communiste. En même temps, le principal dirigeant repousse à plus tard l'armement des masses et le désarmement de la classe dominante.

Notre appel à la violence sera repris par nos ennemis, qui sont cent fois mieux armés que nous, et donc adieu pour longtemps à l'action parlementaire, adieu à l'organisation économique, adieu au Parti socialiste. (Giacinto Serrati, « Discours », 7 octobre 1919)

Gramsci se félicite alors de l'unité factice. Seule la Fraction abstentionniste de Bordiga et Damen bataille pour exclure les réformistes et préparer la révolution.

Serrati a tort d'accuser d'inconséquence le député Turati alors qu'il n'y a d'inconséquent que le Parti socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati. (Vladimir Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, avril 1920)

L'appareil du PSI, ses élus et ses journalistes voient avec soulagement la vague révolutionnaire retomber et passent à la campagne des élections législatives de novembre. Le PSI est porté par le mécontentement des masses alors que le PSRI social-impérialiste n'obtient que 1,5 % des voix (13 députés). Électoralement, le PSI est désormais le premier parti du pays avec 32 % des voix. Il a 200 000 adhérents, 177 sièges sur 518 à la Chambre des députés, gère 26 conseils provinciaux sur 69 et 2 000 municipalités. En juillet 1920, le 2^e congrès de l'Internationale communiste fixe 21 conditions rédigées par Lénine et amendées par Bordiga pour chasser les opportunistes du type Turati.

La grève générale de Turin de 1919 isolée par la direction « communiste » du PSI et les bonzes syndicaux

En octobre 1919, à Turin, en dépit de l'hostilité de la bureaucratie syndicale de la FIOM-CGdL (fédération de

la métallurgie dirigée par Buozzi) et de la réticence du PSI, ses fractions communistes et les anarchistes poussent avec succès à l'élection de comités d'usine élus par les comités d'atelier regroupant tous les ouvriers, syndiqués ou non. Mais cette auto-organisation reste limitée à Turin et ses initiateurs (Gramsci, Tasca, Togliatti...) en exagèrent la portée, comme prévient lucidement l'autre pôle pro-bolchevik.

Nous ne voudrions pas que la conviction qu'en développant l'institution des conseils d'usine il soit possible de prendre possession des fabriques et éliminer les capitalistes, puisse s'emparer des masses. Ce serait la plus dangereuse des illusions. Les usines seront conquises par la classe des travailleurs –et non pas par les ouvriers de l'usine même– seulement lorsque la classe travailleuse dans son ensemble se sera emparée du pouvoir politique. Sans cette conquête, la dissipation des illusions sera effectuée par la garde royale, les carabiniers, etc., c'est-à-dire par la machine d'oppression et de force dont dispose la bourgeoisie, son appareil politique de pouvoir... Cette fonction ne peut et ne doit être exercée que par un parti communiste. (Amedeo Bordiga, «Prendre la fabbrica o prendere il potere?», *Il Soviet*, 22 février 1920)

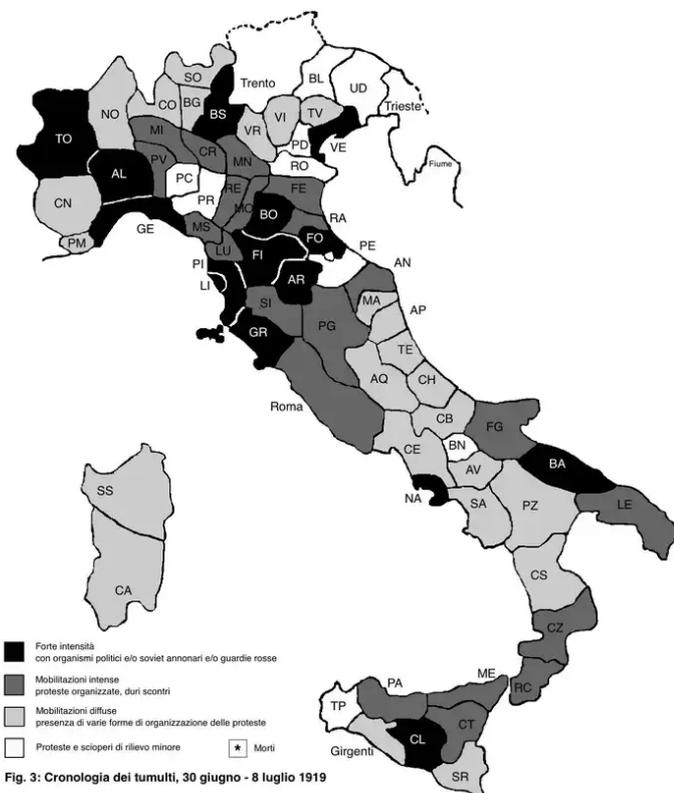
Au même moment, pour réprimer plus efficacement, le gouvernement dote l'État bourgeois d'un corps de répression supplémentaire, la garde royale. D'avril 1919 à avril 1920, 145 travailleurs sont tués. En avril 1920, le décret Falcioni instaure des sanctions pénales contre les occupants de terres agricoles.

Malgré tout, la lutte des journaliers et des métayers s'étend. Les grands propriétaires font tirer sur les gardes rouges qui les protègent. La Federterra se borne à des revendications modestes et émette géographiquement le mouvement. Ni la direction D'Aragona de la CGdL, ni le PSI de Serrati ne combattent pour l'expropriation des agrariens qui permettrait de renforcer les ouvriers agricoles et les paysans travailleurs, de miner l'armée de conscription (la plupart des soldats du rang sont des paysans), de cimenter l'alliance avec la classe ouvrière qui entre elle-même en lutte.

La révolution de 1920 trahie par la bureaucratie de la CGdL

Les grèves des salariés urbains se multiplient dans tout le pays, mais de manière éclatée. À Turin, où la fraction de Gramsci gagne la majorité dans le PSI et dans les conseils, la lutte débute le 22 mars 1920 à partir d'une provocation du patronat. Le 28 mars, la ville est en état de siège. La grève devient générale et politique et concerne 500 000 ouvriers et employés de

INTENSITÉ DE LA MOBILISATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE EN 1919
LE NOIR INDIQUE LA PLUS FORTE (SOVIETS ET GARDE ROUGE)



Turin. *L'Ordine Nuovo* paraît quotidiennement. En solidarité, des grèves se produisent dans d'autres villes. Des cheminots de Livourne, Bologne, Pise, Florence, Lucques, Gênes bloquent des trains ou des bateaux acheminant des troupes.

La direction du PSI déplace à Milan le congrès du 19 avril qui était prévu à Turin. Les délégués de Turin réclament un appel à la grève générale de tout le pays. Turati, D'Aragona et Serrati l'empêchent. Le 24 avril, les travailleurs de Turin reprennent le travail, battus.

La crise révolutionnaire rebondit en juin avec la mutinerie de la caserne d'Ancône. Les carabinieri et les gardes royaux tentent de réprimer mais les ouvriers et les étudiants anarchistes et socialistes pro-bolcheviks s'arment pour secourir les soldats. La bureaucratie syndicale de la CGdL et l'appareil centriste du PSI appellent au calme. Le soulèvement, isolé, s'achève quand la marine bombarde les insurgés. Mais le gouvernement est obligé de rappeler les troupes qu'il avait envoyé coloniser l'Albanie.

Faute d'obtenir des augmentations de salaire en trois mois de négociations, la bureaucratie syndicale de la FIOM-CGdL décrète, à l'usine Romeo de Milan, une « grève perlée » (ralentissement de la production) dans la métallurgie le 21 août 1920.

Le 30 août, les patrons ferment les établissements (« lockout ») et l'armée interdit l'accès de l'usine Romeo. Les ouvriers occupent les 300 usines de Milan. Le mouvement s'étend à toutes les grandes villes. Les bonzes de la FIOM font systématiquement reprendre la production en encourageant des illusions autogestionnaires. L'équipe du PSI de Turin y succombe.

*Si les ouvriers en lutte occupent les usines et décident de continuer la production, la position morale des masses change brusquement... Les bonzes ne peuvent plus tout diriger... la masse doit résoudre les problèmes de l'usine par ses propres méthodes et ses propres hommes. (Antonio Gramsci, « Domenica Rossa », *L'Ordine nuovo*, 5 septembre 1920)*

Mais qui doit diriger le pays tout entier ? Réduire « la révolution » à l'usine (chacun dans la sienne) devient une mystification si le pouvoir politique est laissé, par les chefs réformistes et centristes, à la grande bourgeoisie, si celle-ci conserve son appareil répressif.

Certes, les militants révolutionnaires du PSI, de la CGdL et de l'USI se battent au coude à coude pour la grève générale et pour s'armer. Les drapeaux rouges et noirs flottent sur les usines. Les ouvriers forment des gardes rouges malgré l'opposition des bureaucraties syndicales.

Mais les chefs de l'USI syndicaliste-révolutionnaire, comme ceux du PSI, décident de remettre la décision

à la CGdL. Dans un premier temps, la bureaucratie syndicale négocie avec la Confindustria pour un « contrôle syndical » sur les usines. Le gouvernement Giolitti (ULPPI-PSRI-PR...) appuie cette demande.

Le 19 septembre, un accord est conclu avec quelques concessions patronales, accord qui ne sera guère appliqué. Simultanément, le gouvernement crée une commission paritaire patronat-syndicats pour préparer le contrôle syndical sur les entreprises. La direction syndicale fait approuver le compromis aux syndiqués en le présentant comme du contrôle ouvrier.

Le travail reprend le 4 octobre. Le PSI se lance dans la campagne électorale pour les législatives de mai 1921 où il obtient encore 25 % des suffrages à lui tout seul.

La bourgeoisie se venge

Mais l'État a surmonté la crise révolutionnaire de 1919-1920. Rien n'est pire qu'effrayer la bourgeoisie tout en lui laissant le pouvoir. Le 24 novembre 1920, les propriétaires terriens déclenchent la terreur blanche dans les campagnes et les bourgs. Puis les fascistes attaquent avec le soutien de l'État à façade parlementaire et du patronat, une par une, toutes les conquêtes ouvrières au sein du capitalisme italien : bourses du travail, journaux socialistes, municipalités PSI.

*Lors de la grande action de masses de septembre 1920, le Parti socialiste italien a trahi la classe ouvrière... Juste au moment où le parti devait tirer toutes les conclusions politiques et pratiques de sa propagande, il a eu peur de sa responsabilité, il a reculé, il a laissé à découvert l'arrière-garde du prolétariat et les masses ouvrières sont tombées sous les coups des bandes fascistes. (Lev Trotsky, *Une école de stratégie révolutionnaire*, juillet 1921)*

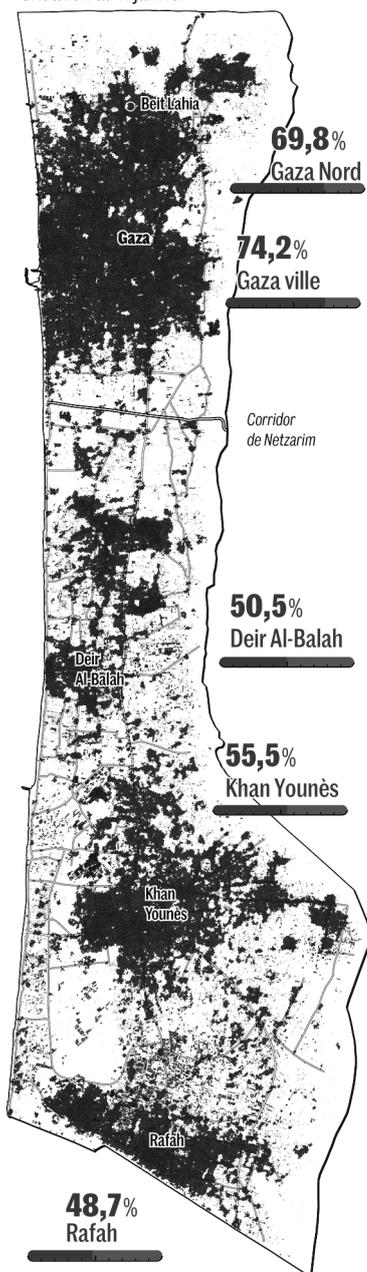
26 janvier 2025



Libération des 10 000 otages palestiniens !

BÂTI DÉTRUIT OU ENDOMMAGÉ DANS LA BANDE DE GAZA

Situation au 11 janvier



Le 15 janvier, sous le patronage du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis, un cessez-le-feu est conclu entre le gouvernement israélien et le Hamas. Il est prévu en 3 phases :

1. À partir du 19 janvier, le Hamas libère 33 captifs et Israël plusieurs centaines. L'armée israélienne conserve le contrôle d'une zone de 700 à 1 000 m au sein de l'enclave à ses frontières. Elle autorise 600 camions humanitaires par jour (au lieu de 70 en décembre). 2. En cas de succès, 42 jours après, l'armée israélienne évacue complètement le territoire. Le Hamas libère les derniers otages. 3. La 3^e phase autoriserait la reconstruction de Gaza.

L'accord n'évoque même pas un État palestinien croupion, comme l'ONU en 1948 ou les accords d'Oslo de 1994. En effet, si la résistance armée n'a jamais cessé à Gaza, Nétanyahou a marqué des points importants pendant quinze mois. Il a accéléré la colonisation de la Cisjordanie. Il a interdit la presse internationale dans la bande de Gaza qu'il a détruite méthodiquement, hôpitaux inclus. Il a entravé les interventions humanitaires et en particulier celles de l'agence de l'ONU qui nourrit, soigne et instruit les réfugiés palestiniens (UNWRA). Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste a tué 266 salariés de l'UNWRA. Israël a affamé et terrorisé la population de Gaza : 1,9 million de personnes déplacées (90 % de la population), au moins 45 936 morts et 109 274 blessés. Il emprisonne, et torture systématiquement environ 10 000 Palestiniens.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a attaqué à plusieurs reprises les diplomates et les responsables militaires iraniens en Syrie. En janvier, Israël a détruit ce qui restait de l'armée syrienne (300 bombardements) et a envahi le territoire de la Syrie au-delà du Golan déjà occupé. En outre, Israël a décimé le Hezbollah, a bombardé le Liban et occupe toujours une partie de son territoire. Malgré l'accord de cessez-le-feu conclu au Liban en novembre sous l'égide de la France et des États-Unis, Israël a encore bombardé le 3 janvier le sud du Liban.

Les ministres fascistes israéliens et des députés du Likoud crient à la trahison tandis que le Hamas prétend avoir remporté une victoire. Nétanyahou déclarait avoir deux buts : libérer les captifs israéliens, éradiquer le Hamas. En réalité, il ne souciait aucunement des otages. Quant à liquider le Hamas, les exactions israéliennes ont probablement soudé une partie de la population palestinienne à la résistance armée, malgré sa direction bourgeoise, cléricale et réactionnaire.

Le cessez-le-feu, si Israël le respecte, va soulager la population de Gaza. Mais rien n'est réglé. La bourgeoisie israélienne, quel que soit le gouvernement qui la représente, ne peut changer sa nature coloniale, expansionniste, raciste et belliciste. Depuis la signature du cessez-le-feu, l'armée israélienne redouble son offensive en Cisjordanie (opération Mur de fer). Israël restera le fer de lance dans la région des puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie...) qui le financent, l'informent et l'arment quel que soit le gouvernement à leur tête.

Les 4 millions de Palestiniens restent soit exilés dans d'autres pays, soit victimes de l'apartheid en Israël, soit confinés dans des bantoustans (Gaza, Cisjordanie) à la merci de l'armée sioniste.

Le Fatah est discrédité à cause de sa capitulation à Oslo, de sa corruption, de sa collaboration avec les États-Unis et Israël. Les organisations de l'OLP qui s'étaient dissociées à juste titre du Fatah (FPLP, FDLP) sont aujourd'hui satellisées par les islamistes. Or, le Hamas et le Djihad ne peuvent changer leur nature bourgeoise et cléricale qui les empêchent de s'adresser à la classe ouvrière. Le gouvernement Hamas de Gaza est désormais géographiquement isolé de l'Iran et il dépendra plus que jamais du financement de la Turquie ou des monarchies du Proche-Orient qui trahiront les Palestiniens, comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie l'ont fait au XX^e siècle. La bourgeoisie turque a acheminé le pétrole et le gaz à Israël pendant le génocide, elle est l'ennemie des Kurdes et elle reste membre de l'OTAN. Les régimes du Golfe sont les exploiters féroces des travailleurs immigrés (incluant les Palestiniens), ils sont les alliés des États-Unis, ils ont interdit les manifestations de soutien aux Gazaouis, ils vont reprendre les négociations avec Israël qui étaient très avancées en 2023.

Pour en finir avec l'oppression des Palestiniens, il faut en finir avec l'État sioniste. Il faut donc s'adresser aux travailleurs des pays impérialistes ; il faut mobiliser les travailleurs de toute la région (arabes, turcs, perses, kurdes, juifs...). Seuls des partis révolutionnaires, une internationale prolétarienne peuvent accomplir cette tâche historique.

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Départ de la marine américaine de la Méditerranée ! Droit au retour des réfugiés ! Palestine unifiée, démocratique, laïque et multilingue ! Fédération socialiste du Proche-Orient !